



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



PHOTO: MCHIP / KAREN KASMAUSKI

CADRE D'ÉVALUATION DE LA PARTICIPATION POLITIQUE ET DU LEADERSHIP DES FEMMES

Ce document a été produit pour examen par l'Agence des États-Unis pour le développement international. Il a été préparé par Cloudburst Group. Les opinions des auteurs exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du gouvernement des États-Unis.

Préparé dans le cadre du contrat n ° GS-I0F-0033M Arrêté N ° 7200AAI8M00017, Tâche N070

Soumis au :

Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et de la gouvernance de l'USAID

Soumis par :

The Cloudburst Group

8400 Corporate Drive, Suite 550
Landover, MD 20785-2238
Tél. : 301-918-4440

À l'attention de : Aleta Starosta, Responsable du domaine de développement global et Chef du projet LER II et III E-mail : aleta.starosta@cloudburstgroup.com

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ :

Les opinions des auteurs exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du gouvernement des États-Unis.

REMERCIEMENTS

Le cadre d'évaluation de la participation politique et du leadership des femmes a été élaboré par l'Agence des États-Unis pour le développement international avec l'aide du mécanisme d'apprentissage, d'évaluation et de recherche mis en œuvre par The Cloudburst Group. Le document final a été rédigé par Nicole Rowsell et révisé à partir des versions pilotes antérieures du cadre et des outils rédigés par Mona Lena Krook au NORC. L'auteur tient également à souligner la contribution de l'équipe du NORC, y compris des chercheurs locaux qui ont aidé à piloter la dernière version du cadre d'évaluation en 2023 en Colombie, en Côte d'Ivoire, en Équateur, au Honduras, au Kenya, au Kirghizistan, au Nigéria et en Tanzanie.

De nombreux collègues et partenaires ont fourni un soutien inestimable en fournissant des suggestions et des contributions au cadre. Caroline Hubbard, Levi Adelman et Julie Denham du Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et de la gouvernance de l'USAID ont examiné et fourni des commentaires techniques sur chaque projet, y compris les projets pilotes.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| ACRONYMES..... | V |
| LETTRE DE L'ADMINISTRATRICE..... | 6 |
| SOMMAIRE..... | 7 |
| DÉFINITION ET MESURE DE LA WPPL | 7 |
| EXPLORER L'ÉCOSYSTÈME DE LA WPPL..... | 8 |
| CONDUITE D'UNE ÉVALUATION DE LA WPPL..... | 9 |
| INTRODUCTION..... | 10 |
| DÉFINITION ET MESURE DE LA WPPL..... | 11 |
| PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES | 12 |
| LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES | 12 |
| ACCÈS À LA WPPL VS. POUVOIR DANS LA WPPL | 13 |
| LA MATRICE DE LA WPPL..... | 14 |
| EXPLORER L'ÉCOSYSTÈME DE LA WPPL | 14 |
| FACTEURS SOCIOCULTURELS | 15 |
| FACTEURS INSTITUTIONNELS | 18 |
| FACTEURS INDIVIDUELS | 23 |
| CONDUITE D'UNE ÉVALUATION DE LA WPPL | 26 |
| STRUCTURE DE L'ÉVALUATION | 26 |
| OUTILS D'ÉVALUATION..... | 28 |
| CONSIDÉRATIONS PRATIQUES..... | 31 |
| ÉVALUATION PARTIE I : ÉTAT DES LIEUX DE LA WPPL..... | 35 |
| SÉANCE D'INFORMATION SUR L'UTILISATION | 35 |
| ÉTATS DES LIEUX DE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES..... | 36 |
| LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES | 38 |
| ÉVALUATION PARTIE II : ANALYSE DES OBSTACLES ET OPPORTUNITÉS .. | 41 |
| PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES | 41 |
| LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES | 44 |
| ANALYSE DES PARTIES PRENANTES..... | 49 |
| ÉVALUATION PARTIE III : UTILISATION DES DONNÉES..... | 53 |
| ATELIER SUR L'UTILISATION | 54 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Matrice d'analyse de la WPPL..... | 8 |
| Tableau 2 : Matrice de la WPPL..... | 14 |
| Tableau 3 : Obstacles et opportunités socioculturels..... | 18 |
| Tableau 4 : Obstacles et opportunités institutionnels..... | 22 |
| Tableau 5 : Obstacles et opportunités individuels..... | 25 |
| Tableau 6 : Aperçu des outils et des parties prenantes..... | 34 |
| Tableau 7 : États des lieux de la participation des femmes..... | 36 |
| Tableau 8 : États des lieux du leadership des femmes..... | 39 |
| Tableau 9 : Analyse des facteurs de la participation des femmes..... | 42 |
| Tableau 10 : Analyse des facteurs du leadership des femmes..... | 45 |

LISTE DES FIGURES

| | |
|---------------------------------------|----|
| Figure 1 : Écosystème de la WPPL..... | 15 |
|---------------------------------------|----|

ACRONYMES

| | |
|------|--|
| OSC | Organisations de la société civile |
| DRG | Démocratie, droits de l'homme et gouvernance |
| OGE | Organisme de gestion des élections |
| FGD | Discussion de groupe |
| EIC | Entretien avec les informateurs clés |
| AEP | Analyse de l'économie politique |
| WPPL | Participation politique et leadership des femmes |

LETTRE DE L'ADMINISTRATRICE

Transformer les obstacles à la participation politique et au leadership des femmes en opportunités de contribution significative et durable est l'un des meilleurs moyens pour promouvoir la démocratie. Nous avons constaté à maintes reprises que la suppression des obstacles qui empêchent les femmes de contribuer pleinement à tous les aspects de la vie politique et de la vie publique crée un monde meilleur pour tous.

Pour notre part, en tant que gouvernement américain, l'USAID et le Département d'État ont investi 2,6 milliards de dollars dans des programmes d'aide étrangère qui font la promotion de l'égalité des sexes en 2023, doublant ainsi nos investissements précédents. Nous n'avons pas réalisé cette croissance en réduisant les projets tels que la résilience climatique ou le financement de la croissance économique, mais plutôt en investissant dans l'égalité des sexes pour faire avancer ces objectifs.

Ce cadre, qui en est maintenant à sa quatrième version, est un outil permettant de cartographier, d'interpréter et de façonner l'action visant à transformer la participation politique et le leadership des femmes. L'USAID reconnaît la responsabilité qui lui incombe de comprendre les facteurs socioculturels, institutionnels et individuels influençant et limitant l'accès et le pouvoir des femmes comme la première étape pour éclairer les stratégies d'aide étrangère, y compris la conception des programmes et des partenariats. Le cadre s'articule autour des missions de l'USAID et leur travail quotidien avec les partenaires pour promouvoir l'égalité de genre, en les dotant d'outils pour cartographier les interventions existantes, identifier les lacunes en matière d'information ou de ressources, et propose un cadre analytique pour créer le changement.

Ce cadre fournit aux missions de l'USAID et à nos partenaires les outils nécessaires pour interpréter les opportunités et les obstacles à la participation politique et au leadership des femmes et propose des mesures pour libérer un potentiel énorme. En agissant, nous nous rapprochons de la culture démocratique, contribuant ainsi à la pratique démocratique qui profite à tous.



Samantha Power,
Administratrice de l'USAID

SOMMAIRE

Renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est un pilier essentiel de l'approche de l'USAID visant à promouvoir la démocratie dans le monde entier. La [Stratégie nationale sur l'équité et l'égalité entre les genres](#), introduite par l'administration Biden-Harris en 2021, identifie la participation politique et le leadership des femmes (WPPL) comme l'une des dix priorités stratégiques. Elle stipule que « la pleine participation des personnes de tous les genres est essentielle à la fois au fonctionnement des démocraties et au succès des mouvements démocratiques à travers le monde », car « les pays qui offrent un environnement sûr et propice à la participation équitable des femmes à la politique et à la vie publique produisent des résultats politiques plus inclusifs et efficaces, sont plus pacifiques, ont une croissance économique plus élevée et sont plus stables en tant que sociétés. »

Malgré l'importance et les avantages intrinsèques de la WPPL, les femmes du monde entier ne bénéficient pas d'un accès complet et égal à la vie politique. Leur simple entrée dans la politique ne garantit pas qu'elles puissent mener des actions politiques et une influence politiques. Depuis 2011, l'USAID a pris des mesures concrètes pour mieux intégrer l'analyse de genre dans son travail.¹ L'agence comprend que le genre est une construction sociale, plutôt que biologiquement déterminé, et qu'il constitue un moyen important de structurer les relations de pouvoir. De ce point de vue, les normes et pratiques liées au genre ne sont pas figées et peuvent être transformées de manière plus égalitaire.

Pour promouvoir les programmes inclusifs de genre dans le domaine de la démocratie, des droits de l'homme et de la gouvernance (DRG), l'USAID a développé une boîte à outils pour le personnel œuvrant dans le secteur de la DRG afin d'intégrer le genre dans les programmes et de promouvoir l'égalité entre les genres dans la société civile et les institutions gouvernementales.² Pour promouvoir la WPPL, l'USAID a réalisé un projet intitulé « Women in Power » (Femmes au pouvoir). Ce projet a analysé les obstacles à l'autonomisation politique des femmes, exploré comment l'USAID et ses partenaires peuvent augmenter le plus efficacement l'offre et la demande de femmes leaders, et développé une nouvelle mesure du leadership politique des femmes dans le secteur public.³

Pour renforcer davantage l'aspect diagnostique de ces efforts, le centre de la DRG (maintenant Bureau) a ordonné l'élaboration d'un cadre d'évaluation de la WPPL, accompagné d'un ensemble d'outils d'évaluation. Le cadre d'évaluation est organisé en trois parties qui visent ensemble à guider les équipes de recherche dans 1) l'état des lieux de la situation actuelle concernant de la WPPL, 2) l'identification des obstacles et des opportunités pour promouvoir la WPPL, et 3) la formulation de recommandations spécifiques à chaque pays pour faire promouvoir la WPPL. Le manuel d'accompagnement comprend des conseils méthodologiques, des questionnaires et des outils de formation pour aider les missions et les équipes de recherche de l'USAID à mener une évaluation de la WPPL.

DÉFINITION ET MESURE DE LA WPPL

Les indicateurs mondiaux de la WPPL portent en grande partie sur le nombre de femmes occupant des postes politiques élus et nommés. Ce cadre d'évaluation élargit la définition de la WPPL de deux manières clés. Tout d'abord, elle divise ce concept en deux composantes interdépendantes, mais distinctes : la

¹ Voir, par exemple, USAID (2012), *Politique d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes*, et USAID (2015), *Genre à l'USAID*, Présentation du Bureau de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

² USAID (2016). *Intégration du genre dans la démocratie, les droits de l'homme et la gouvernance*. Washington, DC : USAID. <https://2017-2020.usaid.gov/sites/default/files/documents/2496/Gender%20Toolkit.pdf>

³ Melanie M. Hughes, Darcy Ashman, et Milad Pournik (2016). *Women in Power Project Summary Report*. Washington, DC. Préparé par Management Systems International sous contrat avec l'USAID. https://www.usaid.gov/sites/default/files/USAID-WiP-summary-report_FINAL.pdf

participation politique, se référant aux activités auxquelles les femmes peuvent participer en tant que citoyennes, et le leadership politique, portant sur les activités auxquelles les femmes peuvent participer en tant que représentantes politiques élues et non élues. Deuxièmement, il reconnaît que avoir de droits politiques n'est pas synonyme d'exercer ces droits dans toute la mesure du possible. Une évaluation complète de la WPPL doit examiner à la fois l'accès (la capacité des femmes à participer au processus politique) et le pouvoir (la voix et l'action des femmes en tant qu'actrices politiques). Le tableau I ci-dessous illustre ces dimensions à l'aide d'exemples de questions de l'évaluation.

Tableau I : Matrice d'analyse de la WPPL

| | ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|----------------------|---|---|
| Participation | <p>Les femmes sont-elles politiquement engagées en tant que citoyennes dans un large éventail de rôles politiques possibles ?</p> <p><u>Exemples de questions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les femmes s'inscrivent-elles pour voter aux mêmes taux que les hommes ? • La présence des femmes est-elle visible lors des manifestations ? | <p>Les femmes exercent-elles une action et une influence politiques en tant que citoyennes ?</p> <p><u>Exemples de questions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les femmes sont-elles en mesure d'exercer leur droit de vote, sans ingérence des membres de la famille ou d'autres acteurs ? • Les femmes de la société civile ont-elles la possibilité d'éclairer les politiques gouvernementales ? |
| Leadership | <p>Les femmes occupent-elles des postes de direction politique, qu'elles soient élues ou non élues ?</p> <p><u>Exemples de questions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelle est le quota des femmes parmi les candidats politiques ? • Les femmes sont-elles des dirigeantes d'organisations de la société civile (OSC) ? | <p>Les femmes exercent-elles une action et une influence politiques en tant que dirigeantes politiques ?</p> <p><u>Exemples de questions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels portefeuilles détiennent les femmes ministres ? Ces portefeuilles sont-ils considérés comme prestigieux et/ou importants ? • Les femmes dirigeantes de la société civile ont-elles eu un impact sur la politique et/ou les politiques publiques ? |

EXPLORER L'ÉCOSYSTÈME DE LA WPPL

Trois ensembles de facteurs interreliés conditionnent les opportunités des femmes de participer de manière substantielle à tous les aspects de la vie politique :

- Les **facteurs socioculturels** impliquent des hypothèses sur les normes et les pratiques appropriées, déterminant les attentes sociales, les attitudes et comportements personnels. Ils comprennent les stéréotypes liés au genre, les idées couramment répandues concernant les rôles de genre et les idées culturelles sur l'égalité de genre.
- Les **facteurs institutionnels** structurent l'environnement politique, établissant les règles et les systèmes formels et informels dans lesquels les acteurs politiques opèrent. Ils comprennent le système électoral, le système des partis politiques et le contexte politique et juridique dans l'ensemble.
- Les **facteurs individuels** font référence aux considérations qui influencent les décisions individuelles des femmes et leur capacité à participer à la politique. Il s'agit notamment des niveaux d'ambition

politique, ainsi que des ressources et du soutien à leur engagement politique.

Comprendre ces facteurs en tant que « écosystème » met l'accent sur la façon dont ils travaillent ensemble et s'informent les uns les autres pour créer des environnements qui favorisent ou entravent la WPPL. En tenant compte de nombreux facteurs et de leur interaction, la recherche a le potentiel de mettre au jour des stratégies holistiques, en plaçant l'accent sur la relation entre le changement de normes, les réformes institutionnelles et les changements individuels dans la pensée et le comportement. La méthodologie d'évaluation modélise l'inclusion et engage les parties prenantes qui sont actives dans tout l'écosystème (les femmes et les hommes dans les partis politiques, les postes élus et nommés, la société civile, les universités et les médias).

CONDUITE D'UNE ÉVALUATION DE LA WPPL

L'évaluation se compose de trois parties :

PARTIE I : ÉTAT DES LIEUX DE LA WPPL

La première partie de l'évaluation consiste à déterminer la méthode de passation des marchés, à intégrer une équipe de recherche et à faire l'état des lieux de la WPPL dans le pays. En s'appuyant sur un examen documentaire intégrant des recherches et des documents sources tels que des textes juridiques, l'équipe de recherche élaborera un rapport stratégique pour guider la portée de la recherche. La conception de la recherche identifiera les problèmes entravant la WPPL, les obstacles à la participation des femmes et les possibilités pour promouvoir la WPPL. La Mission utilisera ces données pour éclairer une [note d'information sur l'utilisation](#) dans laquelle seront examinés les objectifs généraux de la recherche et la façon dont elle peut être utilisée pour éclairer les efforts diplomatique et la conception des programmes. Cela aidera à orienter la recherche, le cas échéant, pour un examen et une planification plus approfondis une fois que la recherche sera terminée et que les recommandations auront été formulées par les chercheurs.

PARTIE II : COLLECTE ET ANALYSE DES DONNÉES

La deuxième partie de l'évaluation consiste à relier les modèles de pays identifiés dans la première partie aux obstacles et aux possibilités pour promouvoir la WPPL. Dans la plupart des régions du monde, le pouvoir sur les affaires politiques, économiques et sociales est associé à la masculinité. Alors que les femmes sont de plus en plus représentées, l'autorité est encore majoritairement masculine. Par conséquent, l'équipe d'évaluation engagera les hommes, les femmes et les personnes de diverses identités de genre dans une série d'entretiens avec des informateurs clés (EIC) et de discussions de groupe (FGD) dans les circonscriptions et les zones géographiques prioritaires. La deuxième étape de l'analyse consiste à confronter les facteurs identifiés dans la première étape avec certains défenseurs et opposants aux efforts visant à promouvoir la WPPL dans le pays.

PARTIE III : UTILISATION DES DONNÉES

Dans la troisième partie de l'évaluation, l'équipe de recherche prépare les livrables finaux, y compris un rapport de recommandations, une présentation et une note d'information de deux pages pour faciliter la diffusion et la mise en œuvre des leçons apprises. Ces livrables doivent être préparés en anglais et dans les langues locales pour faciliter la diffusion. Dans cette partie, la mission organisera également un atelier sur l'utilisation pour discuter des mesures pratiques pour appliquer la recherche afin de répondre aux priorités identifiées dans le compte rendu sur l'utilisation dans la première partie, telles que la socialisation des résultats dans l'ensemble du portefeuille de la Mission, l'orientation de la conception des programmes, le partage des connaissances avec des partenaires et la coordination des efforts diplomatiques.

INTRODUCTION

Renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est un pilier essentiel de l'approche de l'USAID visant à promouvoir la démocratie dans le monde entier. La Stratégie nationale sur l'équité et l'égalité de genre, introduite par l'administration Biden-Harris en 2021, identifie la WPPL comme l'une des dix priorités stratégiques. Elle stipule que « la pleine participation des personnes de tous les genres est essentielle à la fois au fonctionnement des démocraties et au succès des mouvements démocratiques à travers le monde », car « les pays qui offrent un environnement sûr et propice à la participation équitable des femmes à la politique et à la vie publique produisent des résultats politiques plus inclusifs et efficaces, sont plus pacifiques, ont une croissance économique plus élevée et sont plus stables en tant que sociétés. »

La démocratie ouvre d'importantes opportunités pour la WPPL, permettant aux femmes d'exercer leurs droits de vote, de former des associations, de se présenter et d'être nommées à des postes politiques. Ces droits légaux sont maintenant presque universels, avec 85 % des constitutions dans le monde garantissant l'égalité des droits ou interdisant la discrimination fondée sur le sexe ou le genre. L'égalité des droits pour les femmes figure dans toutes les constitutions écrites depuis 2000.⁴ Cependant, dans de nombreux endroits du monde, ces droits ne sont pas pleinement mis en pratique. Les femmes continuent de se heurter à des obstacles pour s'inscrire et se rendre aux urnes. Elles sont la cible de violences politiques lorsqu'elles cherchent à participer à des manifestations pacifiques. Elles ne constituent qu'une petite partie des représentantes élues et nommées dans les branches législative, exécutive et judiciaire du gouvernement. Même lorsqu'elles pénètrent dans les espaces politiques en plus grand nombre, elles sont souvent limitées dans leur capacité à influencer les débats politiques en raison de la discrimination et de l'exclusion. Le pouvoir et l'autorité politiques restent largement détenus par les hommes, influencés par des croyances et des normes patriarcales qui influencent les institutions et la capacité des individus à s'engager en politique.

Promouvoir la WPPL profite non seulement aux femmes, mais aussi à la démocratie elle-même. L'adoption de mesures visant à soutenir la participation électorale des femmes renforce l'intégrité des élections. Aider les organisations de femmes de la société civile à créer des canaux de communication avec les acteurs gouvernementaux permet aux femmes de mobiliser pour des changements politiques visant à améliorer la société. Des mesures telles que les quotas pour les candidates aident à élire des législateurs qualifiés et diligents, apportant des compétences et des idées importantes au processus politique. Dans tous ces rôles, les femmes apportent de nouvelles perspectives à l'arène politique, suscitant des débats autour des sujets qui pourraient autrement ne pas être abordés, soulignant les lacunes des politiques et programmes existants et proposant de nouvelles solutions aux problèmes persistants. Par conséquent, promouvoir la démocratie nécessite de favoriser l'accès des femmes aux espaces politiques et d'élever leur pouvoir et leur influence dans la vie politique. Cela nécessite en partie de mobiliser les détenteurs actuels du pouvoir, qui sont principalement des hommes, à transformer les croyances à l'origine des normes et des comportements dans les institutions formelles et informelles.

Depuis 2011, l'USAID a pris des mesures concrètes pour intégrer l'analyse de genre dans son travail. L'agence comprend que le genre est une construction sociale, plutôt que biologiquement déterminé, et qu'il constitue un moyen important de structurer les relations de pouvoir. De ce point de vue, les normes et pratiques liées au genre ne sont pas figées et peuvent être transformées de manière plus égalitaire.

Pour promouvoir les programmes inclusives de genre dans le domaine de la DRG, l'USAID a développé une boîte à outils pour le personnel œuvrant dans le secteur de la DRG afin d'intégrer le genre dans les

⁴ Sprague, A., J. Heymann, et A. Raub. 2022. « The Equal Rights Amendment in Global Context: Gender Equality in Constitutions Worldwide and the Potential of More Comprehensive Approaches. » *Columbia Journal of Gender and Law*, 38–57.

programmes et de promouvoir l'égalité entre les genres dans la société civile et les institutions gouvernementales. En adaptant le cadre d'évaluation stratégique de la DRG de 2014, qui identifie les secteurs clés pour le travail de la DRG, la boîte à outils porte sur la façon d'apporter une perspective de genre aux programmes sur les droits de l'homme, la société civile, l'état de droit, le renforcement du législatif, la gouvernance locale et la décentralisation, le développement des partis politiques, les processus électoraux, la justice transitionnelle et les médias et autres technologies de communication, entre autres secteurs. Pour soutenir le travail sur la WPPL, l'USAID a réalisé un projet intitulé « Women in Power », qui a analysé les obstacles à l'autonomisation politique des femmes, exploré comment l'USAID et ses partenaires peuvent augmenter le plus efficacement l'offre et la demande de femmes leaders, et développé et piloté une nouvelle mesure du leadership politique des femmes dans le secteur public.

Ce cadre d'évaluation de la WPPL s'appuie sur ces efforts antérieurs. Il comprend trois parties qui visent ensemble à aider les Missions à superviser le processus, avec le soutien du Bureau de la DRG et à guider les équipes de recherche à l'aide des recherches antérieures et des exemples de questions pour 1) faire l'état des lieux de situation de la WPPL, 2) collecter et analyser des données sur les opportunités et les obstacles à la WPPL, et 3) formuler des recommandations spécifiques à chaque pays pour promouvoir la WPPL par des moyens diplomatiques et à travers des programmes. Le manuel fournit des outils ainsi que des conseils pratiques aux Missions et aux équipes de recherche pour la réalisation de la recherche et des considérations stratégiques pour l'application des résultats. Le manuel comprend également des informations sur la conception des outils et l'approche des parties prenantes, à adapter au contexte du pays.

DÉFINITION ET MESURE DE LA WPPL

En tant que concept, la WPPL comprend deux composantes interdépendantes mais distinctes : la participation politique, se référant aux activités que les femmes peuvent entreprendre en tant que citoyennes, et le leadership politique, portant sur les activités que les femmes peuvent entreprendre en tant que représentantes politiques élues et non élues pour influencer la prise de décision politique et tenir les autorités et les institutions du gouvernement responsables.

Cependant, avoir des droits politiques n'est pas synonyme d'exercer ces droits en toute plénitude. Une évaluation complète de la WPPL doit donc prendre en compte deux dimensions :

1. Accès : la capacité des femmes à participer aux processus politique.
2. Pouvoir : la voix et l'action des femmes en tant qu'actrices politiques.

On observe des degrés différents de disparités entre les sexes en matière de participation politique et de leadership dans le monde entier. Elles ne s'expliquent pas par des différences biologiques innées entre les femmes et les hommes, mais plutôt par des constructions sociales de la masculinité et de la féminité, décrivant la politique comme un « monde d'hommes ».⁵ Appliquer une perspective de genre, cependant, ne signifie pas que les femmes et les hommes doivent être considérés comme des groupes homogènes. Le genre peut interagir avec plusieurs autres identités socialement pertinentes telles que l'âge, la classe ou la caste, la sexualité, l'expression de genre, la nationalité, les capacités, l'ethnicité, l'identité tribale et la race, entre autres possibilités. Par conséquent, l'analyse de genre doit adopter une approche intersectionnelle. Les rôles que jouent les femmes dans toute leur diversité en politique peuvent être complexes et très variés.⁶

⁵ Elshtain, Jean Bethke (1981). *Public Man, Private Woman: Women in Social and Political Thought*. Princeton: Princeton University Press; Paxton, Pamela, Sheri Kunovich, et Melanie M. Hughes (2007). « Gender in Politics. » *Annual Review of Sociology* 33: 263–284. ⁶ Verba, S.,

⁶ « Cette déclaration est utilisée pour souligner que, lorsque les femmes et les filles, les hommes et les garçons et les individus de divers genres

PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES

La participation politique implique un large éventail d'activités dans lesquelles les citoyens peuvent s'engager pour influencer la prise de décision politique ou résoudre des problèmes collectifs.⁷ Ces activités peuvent regrouper à la fois des formes conventionnelles et non conventionnelles de participation, ainsi que des actions menées individuellement ou collectivement dans la société civile. Les formes courantes de participation politique comprennent :

- Voter.
- La participation dans des discussions politiques.
- Contacter les élus.
- La participation à un rassemblement politique ou à une campagne politique.
- Signer des pétitions.
- Protester.
- Adhérer à des partis politiques.

Compte tenu de l'exclusion de longue date des femmes et de leur sous-représentation dans des rôles politiques plus formels, la société civile (où les citoyens peuvent avoir une voix sur les questions politiques bien qu'ils n'occupent pas de fonctions politiques) est depuis longtemps un espace important pour l'engagement politique des femmes. Ces activités peuvent inclure l'adhésion à des organisations formelles de la société civile (OSC) opérant au niveau local et national ou une participation moins structurée à des mouvements sociaux informels.⁸

LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES

Le leadership politique fait référence aux activités auxquelles les femmes peuvent participer en tant que représentantes politiques élues et non élues. Cela peut impliquer :

- Se présenter et occuper des postes où elles ont été élues ou nommées à divers niveaux dans les branches exécutive, législative et judiciaire du gouvernement.
- Occuper des postes de direction dans des partis politiques.
- Occuper des postes de direction dans des OSC et des mouvements sociaux.

Dans de nombreuses régions du monde, les femmes étaient largement absentes du leadership politique jusqu'à récemment. Cependant, depuis 1995, des changements majeurs se sont produits dans toutes les régions du monde, et la proportion de femmes se présentant et occupant des postes politiques a augmenté dans presque tous les pays.⁹ Bien qu'il n'existe que peu de données statistiques, les femmes sont également

sont mentionnés, cela inclut toute la gamme de l'identité de genre et/ou de l'expression de genre, des caractéristiques sexuelles, de l'orientation sexuelle et d'autres caractéristiques intersectionnelles telles que l'âge, la caste, le handicap, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les croyances. L'utilisation de ce terme affirme l'engagement à ne laisser personne de côté et à réaliser l'égalité de genre pour tous. » USAID ADS Chapitre 205 : Intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le cycle de programme de l'USAID 26 avril 2023. Consulté le 16 avril 2024 https://www.usaid.gov/sites/default/files/2023-04/205_1.pdf

⁷ Schlozman, K. L. et Brady, H. E. (1995). *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*. Cambridge: Harvard University Press.

⁸ Cette définition exclut d'autres formes de participation civique auxquelles les femmes pourraient participer en tant que journalistes et militantes syndicales, par exemple. Bien que ces formes d'engagement aient également un impact sur le niveau d'inclusion du genre dans les sociétés démocratiques, elles sont plus éloignées de la prise de décision politique que ces autres activités.

⁹ Union interparlementaire (2015), Femmes au parlement : Rétrospective de 20 ans. Genève : UIP.

de plus en plus visibles en tant que dirigeantes de partis et de la société civile. L'un des principaux catalyseurs de ces changements était l'objectif d'une prise de décision équilibrée entre les sexes inclus dans le Programme d'action de Beijing signé par tous les gouvernements lors de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes. En 2021, la Commission de la condition de la femme des Nations Unies s'est explicitement engagée à atteindre l'objectif de parité entre les sexes pour accélérer les progrès vers la réalisation de l'équilibre entre les sexes dans les postes élus et nommés à l'échelle mondiale.¹⁰ Malgré cela, les menaces mondiales à la démocratie au cours de la dernière décennie contribuent à faire reculer l'égalité des sexes, car les mouvements nationalistes et autoritaires antidémocratiques fomentent un sentiment anti genre pour mobiliser le soutien du public. Par conséquent, une approche holistique de l'identification des obstacles est essentielle.

ACCÈS À LA WPPL VS. POUVOIR DANS LA WPPL

Les indicateurs mondiaux de la WPPL portent en grande partie sur le nombre de femmes occupant des postes politiques élus et nommés. Le pilier de l'autonomisation politique de [l'indice mondial de l'écart entre les genres du Forum économique mondial](#), par exemple, mesure le pourcentage de femmes au Parlement et dans les postes ministériels dans un pays, ainsi que le nombre d'années qu'une femme est cheffe d'État.¹¹ Alors que les objectifs de développement durable des Nations Unies définissent la WPPL de manière plus large pour inclure la participation et le leadership « à tous les niveaux de la prise de décision dans la vie politique, économique et publique », leurs indicateurs sont également numériques : la proportion de sièges occupés par des femmes dans les gouvernements nationaux et locaux et la proportion de femmes occupant des postes de direction.¹² Cette approche reflète une approche numérique pour mesurer la WPPL, en mettant l'accent sur la mesure dans laquelle les femmes ont pu accéder à des postes politiques de haut niveau.

En revanche, une meilleure compréhension de la WPPL va au-delà des chiffres pour comprendre dans quelle mesure les femmes exercent leur actions et influence politiques. Cette approche reconnaît qu'un élargissement de l'accès ne suffit pas ; les femmes doivent également avoir une voix et un pouvoir dans les espaces politiques. De même, l'élargissement de l'accès pour les femmes élites seules sans accès réel pour toutes les femmes ne suffit pas. Dans le cas de la participation, l'accès comprendrait des droits formels de vote et d'association, tandis que le pouvoir impliquerait la capacité d'exercer ces droits librement d'une manière qui aurait un impact sur les résultats politiques. Pour le leadership, l'accès pourrait être mesuré en termes de nombre de femmes élues, tandis que le pouvoir ferait référence au degré auquel les femmes sont capables d'informer et de diriger les débats politiques, entre autres possibilités.

La mesure de l'accès pourrait inclure la cartographie des droits formels des femmes et la collecte de statistiques sur l'utilisation égale de ces droits par les femmes. Le pouvoir pourrait être mesuré quantitativement ; par exemple, en cartographiant les positions de leadership (par opposition à la base) occupées par les femmes dans diverses branches du gouvernement et dans la société civile. Cependant, des idées plus nuancées sont susceptibles d'être qualitatives, nécessitant une analyse plus approfondie de l'action des femmes dans les espaces politiques, éclairée par des informations privilégiées provenant à la fois des partisans et des opposants de la WPPL. Un exemple est la violence contre les femmes en politique, qui reste largement ignorée comme un obstacle à la WPPL malgré les preuves croissantes de violence, d'intimidation et de harcèlement des femmes politiquement actives dans le monde entier. Par conséquent,

¹⁰ Conseil économique et social des Nations Unies (2021), Conclusions concertées de la 65e Commission de la condition de la femme. New York : ONU.

¹¹ Forum économique mondial (2022), Rapport mondial sur l'écart entre les sexes 2022. Genève : FEM.

¹² Nations Unies (2015), Cadre d'indicateurs mondiaux relatifs aux buts et objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030. New York : ONU

des informations quantitatives et qualitatives sont nécessaires pour mieux comprendre les obstacles et les opportunités pour la WPPL dans des contextes particuliers.

LA MATRICE DE LA WPPL

Ces quatre concepts forment la matrice de la WPPL, illustrée dans le Tableau 2. Une évaluation globale de la WPPL nécessite de répondre aux questions sur l'accès des femmes à la participation politique et au leadership politique, ainsi que sur leur pouvoir dans ce domaine. Les questions de recherche de cette évaluation visent à saisir et à mesurer ces dimensions. L'évaluation encourage également l'équipe de recherche à examiner comment l'accès et le pouvoir, ainsi que la participation et le leadership, sont potentiellement liés. Dans la plupart des cas, par exemple, l'accès ne garantit pas l'exercice du pouvoir, mais il est peu probable que le pouvoir soit exercé sans accès.

Tableau 2 : Matrice de la WPPL

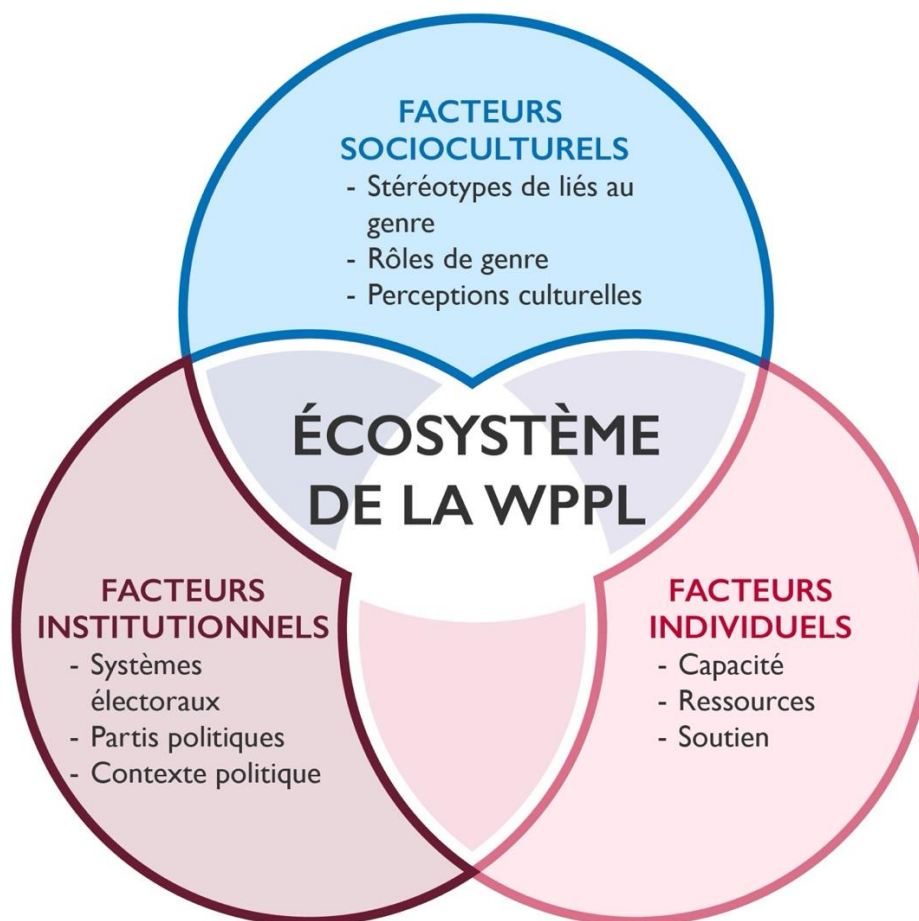
| | ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|----------------------|---|---|
| Participation | Les femmes sont-elles politiquement engagées en tant que citoyennes ? | Les femmes exercent-elles une action et une influence politiques en tant que citoyennes ? |
| Leadership | Les femmes occupent-elles des postes de direction politique, qu'elles soient élues ou non élues ? | Les femmes exercent-elles une action et une influence politiques en tant que dirigeantes politiques ? |

EXPLORER L'ÉCOSYSTÈME DE LA WPPL

La recherche sur la WPPL met en évidence trois ensembles de facteurs interdépendants qui déterminent les possibilités pour les femmes de participer de manière substantielle à tous les aspects de la vie politique, qu'il s'agisse de défendre des questions de politique, de se présenter aux élections, de se faire élire ou de gouverner efficacement.

- Les **facteurs socioculturels** impliquent des hypothèses sur les normes et les pratiques appropriées, déterminant les attentes sociales, les attitudes et comportements personnels. Ils comprennent les stéréotypes liés au genre, les idées couramment répandues concernant les rôles de genre et les idées culturelles sur l'égalité de genre.
- Les **facteurs institutionnels** structurent l'environnement politique, établissant les règles et les systèmes formels et informels dans lesquels les acteurs politiques opèrent. Ils comprennent le système électoral, le système des partis politiques et le contexte politique et juridique dans l'ensemble.
- Les **facteurs individuels** font référence aux considérations qui influencent les décisions individuelles des femmes à participer ou non à la politique. Il s'agit notamment des niveaux d'ambition politique, ainsi que des ressources et du soutien à leur engagement politique.
- Comprendre ces facteurs en tant que « écosystème » souligne sur la façon dont ils travaillent ensemble et s'informent les uns les autres pour créer des environnements qui favorisent ou entravent la WPPL (voir la Figure 1). Prendre en considération uniquement un ensemble de facteurs à l'exclusion des autres peut conduire à des interprétations erronées de la situation actuelle et, par conséquent, à l'adoption de solutions partiellement efficaces pour étendre la WPPL. En revanche, une approche écosystémique suggère la nécessité d'envisager des stratégies plus globales, combinant un accent sur le changement de normes, les réformes institutionnelles et les changements individuels dans la pensée.

Figure 1 : L'écosystème de la WPPL



FACTEURS SOCIOCULTURELS

Les facteurs socioculturels comprennent des hypothèses sur les normes et les pratiques appropriées, déterminant les attentes sociales, les attitudes et comportements personnels. Dans le cas de la WPPL, ces facteurs consolident la corrélation entre le pouvoir politique, les hommes et la masculinité et, partant, empêchent les femmes d'être considérées et acceptées comme des acteurs politiques légitimes.

Les normes socioculturelles sont enracinées dans ce que les spécialistes du genre appellent la « fracture publique et privée ». Dans de nombreux contextes différents, on a tendance à associer les hommes à la sphère publique de la politique et de l'économie, tandis que les femmes sont souvent associées à la sphère privée du foyer et de la famille. Ce fossé donne lieu à des idées sur la façon dont les femmes et les hommes sont et devraient être. Selon la théorie du rôle social, les hommes sont définis comme « agentiques » et assertifs, contrôlants et confiants. En revanche, les femmes sont dépeintes comme « vivant en communauté », ayant pour principale préoccupation le bien-être des autres, douces, attentionnées et gentilles.¹³

¹³ Eagly, A. H., & Kite, M. E. (1987). Are stereotypes of nationalities applied to both women and men? *Journal of personality and social psychology*, 53(3), 451–462.

Parce que le leadership est perçu comme nécessitant des qualités agentiques, les femmes leaders sont souvent confrontées à un conflit apparent entre les qualités liées au fait d'être une « bonne femme » et celles liées au fait d'être un « bon leader ». En comparaison, un tel conflit n'existe pas pour les hommes, car les stéréotypes liés au genre et les qualités associées au leadership¹⁴ coïncident. Ces stéréotypes ont également des implications pratiques : si l'on s'attend à ce que les femmes jouent un plus grand rôle dans la prestation de soins, elles sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de faire face à des défis d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, ce qui peut les amener à se retirer complètement des activités politiques. Cependant, il arrive que des organisations comme les partis politiques et les organes élus adoptent des mesures sensibles au genre comme la fourniture de services de garde d'enfants et la planification de réunions à des moments respectueux de la vie familiale.¹⁵

En influençant les attentes concernant les espaces dans lesquels les femmes sont ou ne sont pas censées entrer, les normes socioculturelles, enracinées dans les systèmes patriarcaux, façonnent également les idées sur ce qui est considéré comme comportements acceptables des femmes dans la sphère publique, y compris l'hostilité et la punition des femmes qui violent les normes socioculturelles largement répandues. Ces dynamiques permettent d'expliquer pourquoi le problème généralisé de la violence à l'égard des femmes en politique a été largement ignoré jusqu'à récemment et pourquoi ce problème continue d'être considéré avec légèreté comme le « prix à payer politique » pour les femmes.¹⁶ Par conséquent, la conception d'interventions efficaces nécessite de travailler non seulement avec les femmes, mais aussi avec les hommes pour réduire les stéréotypes de genre et les formes hautement normalisées de violence basée sur le genre préjudiciables à la WPPL.

Les chercheurs ont utilisé diverses mesures pour identifier les normes socioculturelles. Les premières recherches sur l'Europe occidentale ont mis en évidence l'importance d'offrir les possibilités d'éducation aux femmes, révélant de fortes corrélations entre les niveaux de représentation parlementaire des femmes et la proportion de diplômées universitaires.¹⁷ Des études ultérieures ont toutefois révélé que les niveaux globaux d'éducation des femmes ne jouent que peu ou pas de rôle dans l'explication de la WPPL dans les pays en développement.¹⁸ Quoi qu'il en soit, il convient de noter que si les niveaux moyens d'éducation des femmes peuvent ne pas être statistiquement importants dans les études mondiales, les travaux sur l'impact des mesures positives montrent que les femmes élues ont souvent des niveaux d'éducation beaucoup plus élevés que leurs homologues masculins.¹⁹ Cela suggère que les possibilités offertes aux femmes de poursuivre des études supérieures peuvent encore être importantes pour qu'elles atteignent les plus hautes positions politiques et exercent un pouvoir et une influence dans ces rôles.

D'autres chercheurs se sont concentrés sur des variables économiques telles que le développement national et la participation des femmes au marché du travail. Les chercheurs ont avancé la théorie selon laquelle les niveaux de développement sont importants parce que la modernisation peut entraîner des

¹⁴ Eagly, A. H., & Karau, S. J. (2002). Role congruity theory of prejudice toward female leaders. *Psychological review*, 109(3), 573.

¹⁵ Teele, D. L., Kalla, J., & Rosenbluth, F. (2018). The ties that double bind: social roles and women's underrepresentation in politics. *American Political Science Review*, 112(3), 525–541.

¹⁶ Krook, M. L. (2020). *Violence against Women in Politics*. New York: Oxford University Press.

¹⁷ Rule, W. (1987). Electoral systems, contextual factors, and women's opportunity for election to parliament in twenty-three democracies. *Western Political Quarterly*, 40(3), 477–498.

¹⁸ Matland, R. E. (1998). Women's representation in national legislatures: Developed and developing countries. *Legislative Studies Quarterly*, 109–125; Yoon, M. Y. (2004). Explaining Women's Legislative Representation in Sub-Saharan Africa. *Legislative Studies Quarterly*, 29(3), 447–468.

¹⁹ Franceschet, S., & Piscopo, J. M. (2012). Gender and political backgrounds in Argentina. In *The impact of gender quotas*, ed. Franceschet, S., Krook, M. L., & Piscopo, J. M. New York: Oxford University Press, 43–56; Sater, J. N. (2007). Changing politics from below? Women parliamentarians in Morocco. *Democratization*, 14(4), 723–742.

changements dans les valeurs de la société, y compris une plus grande acceptation de l'égalité des sexes.²⁰ Cependant, à mesure que la recherche sur la WPPL devenait plus globale et incluait des cas de pays du Sud, cette relation hypothétique était de plus en plus contestée par d'autres chercheurs.²¹ Un facteur déterminant était l'adoption généralisée de quotas de genre dans le monde, principalement dans les pays du Sud, suggérant que les changements institutionnels peuvent susciter plutôt que de refléter les normes socioculturelles dominantes.²² À la suite de ces réformes, plusieurs pays ayant le plus grand nombre de femmes au parlement ne sont pas situés en Europe occidentale ou en Amérique du Nord, mais en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.²³

De même, les premiers travaux sur la participation des femmes au marché du travail ont fait valoir que l'augmentation des niveaux d'emploi des femmes aurait des conséquences politiques à mesure que les femmes acquerraient les compétences et la confiance nécessaires pour participer plus activement à la politique.²⁴ D'autres études ont toutefois proposé que les niveaux globaux de participation puissent être moins importants que les professions spécifiques dans lesquelles les femmes sont entrées, car les politiciens du monde entier ont tendance à provenir d'un éventail limité de professions (principalement en droit, de l'éducation, des affaires et de l'activisme).²⁵ Pourtant, d'autres chercheurs attribuent les progrès en matière de WPPL à la croissance des emplois dans le secteur public, qui emploient de manière disproportionnée des femmes et peuvent donc changer les intérêts politiques des femmes qui travaillent, incitant les partis à nommer plus de femmes candidates afin d'attirer un plus grand soutien électoral des femmes.²⁶

Une troisième approche consiste à développer des indicateurs culturels d'ouverture à la WPPL. Certains chercheurs mesurent cela en se référant à la religion dominante d'un pays donné. Les premières recherches dans ce sens, axées principalement sur l'Occident, ont révélé que les États protestants avaient tendance à avoir plus de femmes aux postes de direction législative et exécutive que les pays ayant d'autres religions dominantes.²⁷ Les débats ultérieurs sur l'islam et la représentation des femmes ont suggéré, mais finalement réfuté, l'idée que les États musulmans étaient moins susceptibles que les autres pays d'élire et de promouvoir les femmes à des postes politiques. Encore une fois, cela est en grande partie dû à l'introduction généralisée de quotas de genre, qui ont contribué à l'augmentation de la WPPL dans les pays à majorité musulmane et non musulmane.²⁸ Cependant, les partis islamistes de ces pays avaient également souvent des niveaux de représentation des femmes plus élevés que les partis non islamistes avant l'adoption des quotas, en raison de leurs liens avec les mouvements de protection sociale où les femmes sont souvent fortement présentes.²⁹

Une deuxième façon de mesurer la « culture » porte sur les attitudes envers l'égalité de genre, avec des

²⁰ Inglehart, R. & Norris, P. (2003). *Rising tide: Gender equality and cultural change around the world*. New York: Cambridge University Press.

²¹ Matland, R. E. (1998). Women's representation in national legislatures: Developed and developing countries. *Legislative Studies Quarterly*, 109–125; Yoon, M. Y. (2004). Explaining Women's Legislative Representation in Sub-Saharan Africa. *Legislative Studies Quarterly*, 29(3), 447–468.

²² Bush, S. S. (2011). International politics and the spread of quotas for women in legislatures. *International Organization*, 65(1), 103–137.

²³ Le classement mensuel des femmes dans les parlements nationaux de l'UIP peut être consulté ici : <https://data.ipu.org/women-ranking?month=7&year=2022>.

²⁴ Togeby, L. (1994). Political implications of increasing numbers of women in the labor force. *Comparative Political Studies*, 27(2), 211–240.

²⁵ Lawless, J. L., & Fox, R. L. (2005). *It takes a candidate: Why women don't run for office*. New York: Cambridge University Press; Kenworthy, L., & Malami, M. (1999). Gender inequality in political representation: A worldwide comparative analysis. *Social Forces*, 78(1), 235–268.

²⁶ Rosenbluth, F., Salmond, R., & Thies, M. F. (2006). Welfare works: Explaining female legislative representation. *Politics & Gender*, 2(2), 165–192.

²⁷ Reynolds, A. (1999). Women in the legislatures and executives of the world: Knocking at the highest glass ceiling. *World Politics*, 51(4), 547–572.

²⁸ Kang, A. (2009). Studying oil, Islam, and women as if political institutions mattered. *Politics & Gender*, 5(4), 560–568.

²⁹ Clark, J. A., & Schwedler, J. (2003). Who Opened the Window? Women's Activism in Islamist Parties. *Comparative Politics*, 35(3), 293–312.

niveaux plus élevés de la WPPL attendus dans les pays où les citoyens sont plus ouverts aux femmes aux postes de direction.³⁰ Une étude s'appuie sur l'Enquête mondiale sur les valeurs pour regrouper les réponses individuelles dans 46 pays concernant la place des femmes dans la politique, l'éducation et le marché du travail afin de concevoir une mesure du « climat » en faveur de l'engagement politique des femmes. Contrairement au travail utilisant la religion comme substitut de la culture, les auteurs ont découvert une forte relation entre cette mesure plus précise des attitudes culturelles envers l'égalité de genre et la WPPL.³¹

Le tableau 3 résume les obstacles posés par les facteurs socioculturels à la WPPL. Pour examiner comment la connaissance de ces facteurs pourrait se traduire en points d'entrée pour les efforts dirigés par la Mission, le tableau identifie également comment ces obstacles pourraient être transformés en opportunités pour promouvoir la WPPL.

Tableau 3 : Obstacles et opportunités socioculturels

| FACTEURS | OBSTACLES | OPPORTUNITÉS |
|-------------------------------------|--|--|
| Stéréotypes de liés au genre | <ul style="list-style-type: none"> • Perceptions selon lesquelles les femmes sont communautaires et que les hommes sont individualistes et motivés par la quête du statut social. | <ul style="list-style-type: none"> • Démontrer que les traits communautaires sont une force en politique. |
| Rôles de genre | <ul style="list-style-type: none"> • Perceptions selon lesquelles la politique est un « monde d'hommes », la place de la femme étant à la maison. | <ul style="list-style-type: none"> • Insister sur les avantages d'avoir plus de femmes dans la vie publique. |
| Perceptions culturelles | <ul style="list-style-type: none"> • Attitudes culturelles contre l'égalité de genre, dans la société, la religion, etc. | <ul style="list-style-type: none"> • Encourager des attitudes culturelles plus tolérantes à l'égard de l'égalité des sexes. |

FACTEURS INSTITUTIONNELS

Les facteurs institutionnels structurent l'environnement politique, établissant les règles et les systèmes dans lesquels les acteurs politiques opèrent et les dynamiques formelles et informelles de la vie politique. Ces facteurs interagissent avec les normes socioculturelles et les caractéristiques et décisions au niveau individuel pour façonner les opportunités pour les femmes et les hommes de s'engager politiquement et d'exercer une influence politique. Les facteurs institutionnels qui influencent la WPPL comprennent les mécanismes du système électoral, le système des partis politiques et le contexte politique et juridique dans son ensemble. Les comportements des élites face à ces opportunités et contraintes peuvent également être considérés comme des facteurs institutionnels dans le sens où les élites décident de l'entrée et de l'exclusion des femmes des institutions politiques et de la possibilité de faire entendre leur voix au niveau politique.

Les systèmes électoraux sont répartis en trois grandes catégories : majoritaires, proportionnels ou mixtes.

³⁰ Inglehart, R. & Norris, P. (2003). *Rising tide: Gender equality and cultural change around the world*. New York: Cambridge University Press.

³¹ Paxton, P., & Kunovich, S. (2003). Women's political representation: The importance of ideology. *Social forces*, 82(1), 87–113.

Chaque système crée des opportunités structurelles différentes pour les niveaux supérieurs et inférieurs de la WPPL. Les systèmes majoritaires, ou pluralistes, sont organisés autour de circonscriptions uninominales, où les candidats se présentent les uns contre les autres et un seul candidat peut gagner. Compte tenu des enjeux élevés de ces courses politiques, les partis ont tendance à adopter une approche conservatrice en ce qui concerne les types de candidats qu'ils sélectionnent, estimant que les hommes seront les candidats les plus « sûrs » ou les plus « attrayants » et, en raison des tendances générales d'inégalité entre les sexes, auront un meilleur accès aux ressources nécessaires pour gagner les élections.

Dans les systèmes proportionnels organisés autour de listes de partis, les dynamiques de sélection sont généralement différentes. Les partis se disputent un certain nombre de sièges dans chaque circonscription et sont incités à proposer des listes de candidats plus diversifiées pour attirer différents segments de l'électorat.³² Dans les systèmes de listes fermées, les partis conservent un contrôle total sur l'ordre de la liste des candidats. Dans les systèmes de liste ouverte, les électeurs votent pour des candidats individuels, où qu'ils apparaissent sur la liste. Lorsque les partis donnent la priorité à la sélection des candidates en tête de liste, les listes fermées peuvent être plus bénéfiques pour la WPPL ; lorsque les électeurs sont moins biaisés que les responsables du parti, les listes ouvertes peuvent être meilleures pour la WPPL.³³ Les systèmes mixtes offrent diverses combinaisons d'éléments majoritaires et proportionnels, mais généralement, la proportion de femmes élues tend à être plus élevée dans la composante proportionnelle.³⁴

La propagation rapide des quotas électoraux de genre dans le monde au cours des dernières décennies a élargi certaines de ces différences de système électoral. Ces mesures positives prennent trois formes principales : des sièges réservés, qui réservent des sièges aux femmes dans les assemblées politiques ; des quotas de partis, qui impliquent des engagements volontaires de la part des partis individuels d'inclure un quota de femmes parmi leurs candidats ; et des quotas législatifs, qui obligent tous les partis à nommer un certain pourcentage de femmes.³⁵ Dans certains pays, les quotas s'appliquent aux postes élus et nommés, exigeant qu'une certaine proportion de femmes soient nommées ministres ou membres des tribunaux de grande instance.³⁶

Les quotas électoraux ont tendance à être plus faciles à appliquer dans les systèmes proportionnels où l'existence de sièges multiples permet d'ordonner qu'un certain quota des positions sur la liste soit attribué aux femmes. Ils peuvent être particulièrement efficaces dans les systèmes de listes fermées si la loi impose également des exigences de placement des listes (par exemple, qu'un poste sur trois soit occupé par une personne du sexe opposé) et ordonne le rejet des listes non conformes. L'impact des quotas dans les systèmes de listes ouvertes est moins prévisible, car une augmentation de la proportion de femmes sur les listes peut ou non être compensée par le nombre de votes exprimés pour les femmes candidates.³⁷ Cependant, les quotas peuvent également fonctionner dans les systèmes majoritaires, en particulier s'ils prennent la forme de sièges réservés où seules les femmes sont autorisées à se présenter aux élections dans certaines circonscriptions.³⁸ Les quotas des partis et les quotas législatifs peuvent également être

³² Tremblay, M. (Ed.). (2012). *Women and legislative representation: Electoral systems, political parties, and sex quotas*. New York: Palgrave.

³³ Schmidt, G. D. (2009). The election of women in list PR systems: Testing the conventional wisdom. *Electoral studies*, 28(2), 190–203.

³⁴ Vengroff, R., Creevey, L., & Krisch, H. (2000). Electoral system effects on gender representation: The case of mixed systems. *Japanese Journal of Political Science*, 1(2), 197–227.

³⁵ Krook, M. L. (2009). *Quotas for Women in Politics*. New York: Oxford University Press.

³⁶ Piscopo, J. M. (2015). States as gender equality activists: The evolution of quota laws in Latin America. *Latin American Politics and Society*, 57(3), 27–49.

³⁷ Jankowski, M., & Marcinkiewicz, K. (2019). Ineffective and counterproductive? The impact of gender quotas in open-list proportional representation systems. *Politics & Gender*, 15(1), 1–33; Miguel, L. F. (2008). Political representation and gender in Brazil: quotas for women and their impact. *Bulletin of Latin American Research*, 27(2), 197–214.

³⁸ Bhavnani, R. R. (2009). Do electoral quotas work after they are withdrawn? Evidence from a natural experiment in India. *American Political*

efficaces s'il existe des règles strictes (ou une volonté politique) garantissant que les femmes sont nommées dans les circonscriptions jugées plus favorables.³⁹

En plus des règlements électoraux, les systèmes de partis politiques jouent un rôle dans la définition des opportunités d'engagement politique des femmes. Le nombre de parties dans un pays peut être important de plusieurs façons. Dans les régimes à parti unique, les partis au pouvoir prennent souvent des mesures publiques pour démontrer leur inclusivité en réponse aux pressions nationales et internationales, conduisant à l'introduction de quotas pour les femmes et d'autres groupes.⁴⁰ Dans des contextes multipartites, les innovations d'une partie en matière de la WPPL peuvent pousser d'autres parties à faire de même.⁴¹ Cependant, lorsqu'il existe un très grand nombre de partis, la prolifération des partis peut être contre-productive pour les opportunités électorales des femmes, car chaque parti disposera de moins de sièges à pourvoir avec ses candidats et, par conséquent, les hommes domineront en tant que chefs des listes électorales.⁴² Les idéologies des partis dominants ou des grands partis peuvent également avoir un impact, car les partis de gauche ont tendance à être plus ouverts à l'inclusion de divers candidats, bien que les partis plus conservateurs puissent également nommer des femmes comme moyen d'attirer l'électorat féminin. En outre, les partis de gauche sont plus susceptibles d'adopter des quotas de partis (et d'appliquer les quotas législatifs mandatés par l'État) en raison de leur plus grande volonté d'utiliser des stratégies de discrimination positive.⁴³

Au niveau de chaque parti, une multitude de règles formelles et informelles façonnent les opportunités des femmes d'accéder et d'exprimer leurs voix dans les débats politiques. En plus des quotas par sexe pour les candidats des partis, certains partis ont des sections féminines, qui créent un canal spécifique pour que les femmes rejoignent les partis politiques et influencent les politiques des partis. Les constitutions des partis pourraient fournir un autre point de soutien à la WPPL. Les procédures peuvent être formalisées, par exemple, afin d'inclure les femmes dans les comités exécutifs nationaux des partis. Les statuts des partis et les programmes électoraux peuvent également servir de point d'entrée pour formaliser les engagements des partis en faveur de l'égalité des sexes, que ce soit dans le cadre de la structure du parti ou parmi ses priorités dans l'élaboration des politiques publiques. En ce qui concerne tous ces facteurs, le niveau global d'institutionnalisation des partis est important : les partis qui sont des organisations fortes avec des règles et des structures bien établies sont plus susceptibles de soutenir la promotion de la WPPL, par rapport aux organisations faibles créées pour les intérêts particuliers des politiciens.⁴⁴

Dans la plupart des pays, les leaders de partis jouent un rôle central dans la sélection des candidats et, par conséquent, dans la détermination si les femmes sont susceptibles ou non de gagner les élections. Cela est vrai même dans les cas où les primaires des partis déterminent quels candidats sont nommés. Bien que ces règles permettent aux membres ordinaires du parti d'avoir leur mot à dire dans la sélection des candidats, les dirigeants peuvent exercer une forte influence sur les résultats. La plupart des recherches

Science Review, 103(1), 23–35; Yoon, M. Y. (2013). Special seats for women in parliament and democratization: The case of Tanzania. *Women's Studies International Forum*, 41, 143–149.

³⁹ Krook, M. L. (2009). *Quotas for Women in Politics*. New York: Oxford University Press.

⁴⁰ Bush, S. S., & Zetterberg, P. (2021). Gender quotas and international reputation. *American Journal of Political Science*, 65(2), 326–341.

⁴¹ Caul, M. (2001). Political parties and the adoption of candidate gender quotas: A cross-national analysis. *The Journal of Politics*, 63(4), 1214–1229.

⁴² Belschner, J. (2022). Electoral Engineering in New Democracies: Strong Quotas and Weak Parties in Tunisia. *Government and Opposition*, 57(1), 108–125.

⁴³ Krook, M. L., Lovenduski, J., & Squires, J. (2009). Gender quotas and models of political citizenship. *British Journal of Political Science*, 39(4), 781–803.

⁴⁴ Bjarnegård, E., & Zetterberg, P. (2011). Removing quotas, maintaining representation: Overcoming gender inequalities in political party recruitment. *Representation*, 47(2), 187–199.

universitaires sur ce sujet ont constaté que les préjugés de l'élite à l'égard des femmes jouent un rôle essentiel dans la réduction des chances des femmes d'être nommées. Alors que les élites soulignent souvent que leurs décisions sont fondées sur le mérite, les recherches montrent qu'elles utilisent souvent des approches heuristiques s'appuyant sur les caractéristiques sociodémographiques comme mesure indirecte de la qualité des candidats.⁴⁵ Ces évaluations s'appuient non seulement sur les stéréotypes liés au genre, mais aussi sur les préférences et les opinions personnelles des gardiens politiques qui, le plus souvent, adoptent des valeurs patriarcales soutenant la domination des hommes et la subordination des femmes. Par exemple, une étude menée aux États-Unis a révélé que les présidents des partis exprimaient une préférence constante pour les traits traditionnellement associés aux hommes et les traits qu'ils reconnaissaient également en eux-mêmes.⁴⁶

Les réseaux politiques dominés par les hommes jouent également un rôle, créant des liens et des relations de confiance entre les hommes plus âgés et plus jeunes qui contribuent à la surreprésentation continue des hommes dans la vie politique, en particulier dans les contextes où le favoritisme et le clientélisme font partie intégrante du recrutement politique. Bien qu'ils soient « informels » dans de nombreux cas, ces réseaux font partie intégrante des systèmes établis qui influencent la participation des femmes et des hommes. L'inverse est également vrai dans une certaine mesure ; le pourcentage de femmes dans les délégations des partis aux parlements à travers l'Europe occidentale est plus élevé dans les partis où il y a plus de femmes à la direction du parti.⁴⁷ De même, les réseaux politiques de femmes offrent du mentorat et de la camaraderie et peuvent être une forte source de soutien dans la formation d'alliances pour faire progresser les carrières et les programmes politiques des femmes.⁴⁸ Cependant, ces groupes sont souvent moins établis et moins puissants que les réseaux politiques dominés par les hommes de longue date, qui restent largement inaccessibles pour les femmes en raison du moment (tard dans la nuit) et de l'endroit (bars, terrains de golf, vestiaires des salles de gym) où les membres se connectent généralement.

Enfin, le contexte politique dans son ensemble est important pour préparer le terrain pour la WPPL. Ces facteurs contextuels sont « institutionnels » dans la mesure où ils structurent les dynamiques formelles et informelles de la vie politique. Les conflits, le génocide, l'apartheid, la domination étrangère, l'implication militaire dans la politique et l'instabilité politique, par exemple, peuvent avoir une profonde influence sur la politique contemporaine. L'instabilité politique et les transitions politiques peuvent empêcher les femmes de participer et d'avoir une voix dans la politique, tant dans la société civile que dans le gouvernement. Cependant, ces facteurs peuvent également créer des opportunités inattendues d'augmentation de la WPPL, en particulier dans les pays sortant de périodes de conflit où l'on accorde la priorité sur la rédaction de nouvelles constitutions et lois électorales.⁴⁹ L'introduction de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2000 a été essentielle pour souligner la nécessité d'inclure les femmes et une perspective de genre dans la reconstruction après un conflit. De même, les expériences d'apartheid et de génocide, tout en dévastant la société, peuvent sensibiliser davantage à la nécessité de surmonter les inégalités systémiques. Cela peut inspirer des efforts pour mettre en évidence les identités transversales comme le genre par rapport aux divisions ethniques.⁵⁰

⁴⁵ Norris, P., & Lovenduski, J. (1995). *Political recruitment: Gender, race and class in the British Parliament*. New York: Cambridge University Press.

⁴⁶ Niven, D. (1998). Party elites and women candidates: The shape of bias. *Women & Politics*, 19(2), 57–80.

⁴⁷ Kittilson, M. C. (2006). *Challenging parties, changing parliaments: Women and elected office in contemporary Western Europe*. Columbus: Ohio State University Press.

⁴⁸ Childs, S. (2013). Negotiating gendered institutions: Women's parliamentary friendships. *Politics & Gender*, 9(2), 127–151; Di Meco, L. (2017), *Women's Political Networks: Defining Leadership, Breaking Barriers, and Fostering Change*. Washington, DC: Wilson Center.

⁴⁹ Tripp, A. M. (2015). *Women and power in post-conflict Africa*. New York: Cambridge University Press.

⁵⁰ Bauer, G. (2008). Fifty/fifty by 2020: Electoral gender quotas for parliament in east and southern Africa. *International Feminist Journal of Politics*, 10(3), 348–368.

En revanche, un système politique dominé par l'armée peut empêcher les femmes d'y participer.⁵¹ En outre, lorsque les anciens régimes autoritaires utilisaient des quotas de genre, ces mesures peuvent être discréditées en tant qu'outil d'autonomisation des femmes en politique.⁵² Dans les situations de conflit, les citoyens peuvent se sentir physiquement en danger lorsqu'ils participent à des activités politiques, les électrices et les candidates étant particulièrement vulnérables.⁵³ Les conflits peuvent accentuer les divisions sociales fondées sur la classe ou la caste, l'ethnicité, l'identité tribale, la race, la religion ou l'idéologie, ce qui peut diviser les femmes et faire passer le genre et la politique au second plan.⁵⁴ La montée du fondamentalisme religieux et des mouvements contre l'égalité des sexes peut également bloquer ou inverser les progrès sur les droits des femmes et la WPPL en faveur de rôles de genre plus conservateurs.

Pour les femmes de la société civile et des partis d'opposition, la fermeture de l'espace civique et politique peuvent restreindre la WPPL. Les régimes autoritaires et rétrogrades réduisent l'exercice des droits civiques et politiques comme la liberté d'expression en imposant des restrictions à l'organisation, à la manifestation et à la protestation, ainsi qu'en réprimant les reportages des médias indépendants.⁵⁵ La diminution des libertés civiques et politiques peut également s'accompagner d'une réaction violente contre les droits des femmes et contribuer à la violence croissante à l'égard des défenseuses des droits humains en particulier. Cependant, ces contextes de répression éliminent rarement l'activisme des femmes; ils le poussent plutôt à prendre des formes moins visibles.

Le tableau 4 donne des exemples de certains des obstacles posés par les facteurs institutionnels à la WPPL. Pour examiner comment la connaissance de ces facteurs pourrait se traduire en points d'entrée pour les programmes, le tableau identifie également comment ces obstacles particuliers pourraient être transformés en opportunités pour promouvoir la WPPL.

Tableau 4 : Obstacles et opportunités institutionnels

| FACTEURS | OBSTACLES | OPPORTUNITÉS |
|----------------------------|--|---|
| Systèmes électoraux | <ul style="list-style-type: none"> Des règles qui créent l'inégalité, favorisant les hommes. | <ul style="list-style-type: none"> Créer des règles qui encouragent les pratiques d'égalité de genre. |
| Partis politiques | <ul style="list-style-type: none"> Pratiques de recrutement qui privilégient les hommes par rapport aux femmes. Règles et structures du parti qui excluent les femmes membres. | <ul style="list-style-type: none"> Instituer des pratiques qui favorisent l'égalité des chances pour les femmes et les hommes. Créer des règles et des structures de parti pour inclure et amplifier les voix des femmes. |

⁵¹ Bauer, G. (2018). "Did You See What Happened to the Market Women?": Legacies of Military Rule for Women's Political Leadership in Ghana? *Contemporary Journal of African Studies*, 5(1).

⁵² Matland, R. E., & Montgomery, K. A. (Eds.). (2003). *Women's access to political power in post-communist Europe*. New York: Oxford University Press; Tadros, M. (2014). The politics of mobilising for gender justice in Egypt from Mubarak to Morsi and beyond. *IDS Working Papers*, 2014(442), 1–35.

⁵³ Krook, M. L. (2020). *Violence against women in politics*. New York: Oxford University Press.

⁵⁴ Krook, M. L., & O'Brien, D. Z. (2010). The politics of group representation: Quotas for women and minorities worldwide. *Comparative Politics*, 42(3), 253–272.

⁵⁵ Roggeband, C., & Krizsán, A. (2020). *Democratic backsliding and the backlash against women's rights: Understanding the current challenges for feminist politics*. New York: UN Women.

| | | |
|---------------------------|---|--|
| Contexte politique | <ul style="list-style-type: none"> • Contextes d'instabilité politique, conduisant à l'exclusion des femmes. • Pratiques portant atteinte à la sécurité des femmes politiquement actives. | <ul style="list-style-type: none"> • Exploiter des moments de changement pour ouvrir des opportunités politiques. • Développer des mécanismes de soutien contre la violence. |
|---------------------------|---|--|

FACTEURS INDIVIDUELS

La troisième composante de l'écosystème politique porte sur les décisions prises au niveau individuel par les femmes, qui bloquent ou soutiennent l'accès et la voix des femmes en tant que groupe dans les espaces politiques. Ces décisions individuelles, influencées par les normes socioculturelles et les institutions politiques, façonnent fondamentalement qui participe et a une voix dans la politique, et donc les niveaux globaux de la WPPL.

La recherche sur le recrutement politique propose une voie en quatre étapes pour exercer les fonctions électives. Ces étapes couvrent le large bassin de citoyens éligibles, le plus petit groupe d'aspirants qui se présentent en tant que candidats potentiels, les candidats qui sont réellement sélectionnés et ceux qui finissent par obtenir un mandat élu. Ce modèle identifie ainsi trois points clés de transition :

1. Le passage d'éligible à aspirant (l'offre de candidats potentiels).
2. Le passage d'aspirant à candidat (la demande de candidats avec certains profils).
3. Le passage du candidat à l'élu (le processus électoral lui-même).⁵⁶

Les spécialistes du genre se sont particulièrement intéressés à identifier lequel de ces points de transition est le plus responsable de la sous-représentation des femmes. Les arguments se répartissent en trois catégories principales :

1. L'ambition politique : Il y a un petit nombre de femmes prêtes à se porter candidates.
2. Les préjugés de l'élite : Il y a un manque de demande pour les femmes candidates de la part des comités de sélection des candidats.
3. Les préjugés de l'électorat : les électeurs ont une aversion pour le vote des femmes candidates.

La plupart des études sur la représentation politique des femmes indiquent que les préjugés de l'élite sont la principale explication, soulignant que les croyances patriarcales profondément enracinées parmi les gardiens politiques sont le facteur clé empêchant l'accès et le pouvoir des femmes dans la vie politique. Néanmoins, la plupart des chercheurs reconnaissent également que, contrairement à la nature linéaire du modèle de recrutement politique (et conformément au modèle économique de l'offre et de la demande), ces trois étapes interagissent également les unes avec les autres. Les préjugés des élites, par exemple, peuvent affecter l'offre de femmes prêtes à se manifester : si les femmes ne voient pas d'autres femmes proposées comme candidates, elles peuvent écarter la possibilité d'une carrière politique et se retirer complètement de la politique. Les préjugés des élites peuvent également influencer les perceptions des préjugés des électeurs. En refusant de nommer les femmes ou en plaçant les femmes candidates en grande

⁵⁶ Amnesty International (2019). Bousculer les rapports de force, lutter contre la discrimination: Appel à l'action pour la reconnaissance et la protection des femmes défenseuses des droits humains. Londres : Amnesty International. Il y a aussi une montée de la violence à l'égard des femmes journalistes, mais ce n'est pas l'objet de ce cadre d'évaluation.

partie dans des circonscriptions perdantes ou des listes défavorables, les élites peuvent s'appuyer sur le manque de votes reçus par les femmes pour dissimuler leurs responsabilités dans l'échec électoral des femmes.

Des facteurs individuels déterminent l'offre de candidats potentiels à des postes politiques et, plus largement, la part de femmes désireuses d'être actives dans d'autres rôles politiques comme le vote et l'activisme. La recherche sur l'ambition politique met en évidence sa nature fortement sexospécifique. Le projet « Citizen Ambition Study » a effectué un sondage auprès de 3 800 candidats éligibles aux États-Unis, répartis à parts égales entre les femmes et les hommes dans les quatre professions d'où proviennent le plus souvent les politiciens américains : le droit, les affaires, l'éducation et l'activisme politique. Malgré des niveaux similaires d'activisme politique et d'intérêt, les candidates éligibles étaient beaucoup moins susceptibles que les hommes appartenant aux milieux socio-économiques et professionnels comparables d'envisager de se présenter aux élections et de lancer une candidature réelle. La raison probable est que, bien qu'elles soient également qualifiées pour se présenter aux élections, les femmes étaient plus de deux fois plus susceptibles que les hommes d'affirmer qu'elles n'étaient « pas du tout qualifiées » pour se présenter aux élections. Seule la moitié d'entre elles étaient susceptibles de penser qu'elles gagneraient réellement.⁵⁷

L'offre de candidats potentiels ne se limite pas à leur ambition. Des ressources comme le temps, l'argent et l'expérience politique influencent également les plans des aspirants, et leur permettent d'évaluer leur degré de préparation pour les élections.⁵⁸ Sans ressources, les femmes ne peuvent pas réaliser leurs ambitions politiques. En effet, certaines données suggèrent que les femmes pourraient avoir besoin de ressources encore plus importantes que les hommes pour mener à bien une campagne politique. Les femmes sont confrontées à une bataille difficile en raison des stéréotypes liés au genre, ce qui peut conduire les électeurs à tirer des conclusions inexactes concernant leurs traits de personnalité, leurs positions idéologiques et leurs priorités politiques.⁵⁹ Les citoyens ayant des opinions plus traditionnelles sont également plus susceptibles de dire que la place d'une femme est à la maison et que les femmes sont trop « molles » pour réussir à gouverner.⁶⁰ Les perceptions selon lesquelles les femmes sont des candidates plus faibles peuvent expliquer pourquoi les femmes titulaires d'un poste sont plus susceptibles que les hommes titulaires de faire face à des adversaires aux primaires et aux élections,⁶¹ même si elles réalisent souvent de meilleurs résultats que leurs homologues masculins pendant leur mandat.⁶²

Offrir un soutien aux candidates peut être crucial pour combler les écarts entre les ambitions et les ressources. Lorsque les leaders de partis encouragent les individus à se mettre en avant, ils ont tendance à concentrer leurs efforts sur le recrutement d'hommes plutôt que de femmes.⁶³ Cela est important pour la représentation car les femmes comptent plus que les hommes sur le soutien de l'organisation et des partis pour leurs candidatures.⁶⁴ En plus de l'encouragement, le soutien à la collecte de fonds peut

⁵⁷ Norris, P., & Lovenduski, J. (1995). *Political recruitment: Gender, race and class in the British Parliament*. New York: Cambridge University Press

⁵⁸ Lawless, J. L., & Fox, R. L. (2005). *It takes a candidate: Why women don't run for office*. New York: Cambridge University Press.

⁵⁹ Norris, P., & Lovenduski, J. (1995). *Political recruitment: Gender, race and class in the British Parliament*. New York: Cambridge University Press.

⁶⁰ McDermott, M. L. (1997). Voting cues in low-information elections: Candidate gender as a social information variable in contemporary United States elections. *American Journal of Political Science*, 270–283.

⁶¹ Dolan, K., & Sanbonmatsu, K. (2009). Gender stereotypes and attitudes toward gender balance in government. *American Politics Research*, 37(3), 409–428.

⁶² Lawless, J. L., & Pearson, K. (2008). The primary reason for women's underrepresentation? Reevaluating the conventional wisdom. *The Journal of Politics*, 70(1), 67–82.

⁶³ Anzia, S. F., & Berry, C. R. (2011). The Jackie (and Jill) Robinson effect: why do congresswomen outperform congressmen? *American Journal of Political Science*, 55(3), 478–493; Lazarus, J., & Steigerwalt, A. (2018). *Gendered vulnerability: How women work harder to stay in office*. Ann Arbor: University of Michigan Press.

⁶⁴ Lawless, J. L., & Fox, R. L. (2005). *It takes a candidate: Why women don't run for office*. New York: Cambridge University Press.

augmenter les ressources disponibles pour les femmes afin de lancer et de remporter des campagnes politiques. Les programmes de formation peuvent renforcer la confiance en soi des femmes et améliorer leurs compétences de campagne, leur permettant de faire valoir leurs qualifications plus efficacement. La lutte contre la violence à l'égard des femmes en politique, en personne et en ligne, peut aider à protéger davantage les femmes qui cherchent à exercer leurs droits politiques. Cela réduira ainsi les coûts que représente la poursuite d'une carrière politique et une activité politique de façon plus générale.⁶⁵

Enfin, il est important de noter que, bien que les électeurs aient des stéréotypes liés au genre en ce qui concerne la compétence et les caractéristiques des candidats, ces stéréotypes influencent rarement les choix électoraux des électeurs. Au contraire, l'affiliation à un parti joue souvent un rôle beaucoup plus important dans le choix des électeurs, car les citoyens votent pour leurs partis préférés, quel que soit le sexe du candidat.⁶⁶ Dans la mesure où le genre compte, les preuves suggèrent qu'il fonctionne en grande partie en faveur des femmes. En Irlande, par exemple, qui utilise un système électoral à vote unique non transférable,⁶⁷ les électeurs ne font pas de discrimination à l'égard des femmes, même lorsqu'ils ont la possibilité de choisir entre les hommes et les femmes candidats d'un même parti.⁶⁸ Il en va de même des expériences hypothétiques ainsi que dans des batailles électorales réelles.⁶⁹

Le tableau 5 résume les obstacles posés par les facteurs individuels à la WPPL. Pour examiner comment la connaissance de ces facteurs pourrait se traduire en points d'entrée pour les programmes, le tableau identifie également comment ces obstacles pourraient être transformés en opportunités pour promouvoir la WPPL.

Tableau 5 : Obstacles et opportunités individuels

| FACTEURS | OBSTACLES | OPPORTUNITÉS |
|-------------------|--|--|
| Capacité | <ul style="list-style-type: none"> Compétences et expérience limitées dans des rôles de leadership politique. | <ul style="list-style-type: none"> Fournir des programmes de formation et de développement axés sur le leadership politique et la gouvernance. |
| Ressources | <ul style="list-style-type: none"> Manque de ressources financières et autres pour soutenir la participation. | <ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'accès des femmes aux ressources, y compris dans les domaines de la collecte de fonds et du réseautage politique. |
| Soutien | <ul style="list-style-type: none"> Manque d'encouragement pour les femmes à participer et à diriger en politique. | <ul style="list-style-type: none"> Encourager les femmes à participer et à diriger. Renforcer la confiance en soi des femmes. |

⁶⁵ Carroll, S. J., & Sanbonmatsu, K. (2013). *More women can run: Gender and pathways to the state legislatures*. New York: Oxford University Press.

⁶⁶ Dolan, K. (2014). Gender stereotypes, candidate evaluations, and voting for women candidates: what really matters? *Political Research Quarterly*, 67(1), 96–107; Matland, R. E., & Tezcür, G. M. (2011). Women as candidates: An experimental study in Turkey. *Politics & Gender*, 7(3), 365–390.

⁶⁷ Chaque électeur vote pour un candidat dans une élection à plusieurs candidats pour plusieurs postes.

⁶⁸ McElroy, G., & Marsh, M. (2010). Candidate gender and voter choice: Analysis from a multimember preferential voting system. *Political Research Quarterly*, 63(4), 822–833.

⁶⁹ Aguilar, R., Cunow, S., & Desposato, S. (2015). Choice sets, gender, and candidate choice in Brazil. *Electoral Studies*, 39, 230–242; Murray, R., Krook, M. L., & Opello, K. A. (2012). Why are gender quotas adopted? Party pragmatism and parity in France. *Political Research Quarterly*, 65(3), 529–543.

CONDUITE D'UNE ÉVALUATION DE LA WPPL

Une évaluation de la WPPL cherche à répondre aux quatre questions de la matrice de la WPPL (voir le Tableau 2) :

- Les femmes sont-elles engagées politiquement en tant que citoyennes, dans un large éventail de rôles politiques possibles ?
- Les femmes exercent-elles une action et une influence politiques en tant que citoyennes ?
- Les femmes occupent-elles des postes de direction politique, qu'elles soient élues ou non élues ?
- Les femmes exercent-elles une action et une influence politiques en tant que dirigeantes politiques ?

Une approche écosystémique suggère qu'il faut répondre à ces questions de manière globale, en explorant l'interaction des facteurs socioculturels, institutionnels et individuels dans la création d'obstacles et d'opportunités qui façonnent les modèles de la WPPL. Une stratégie de recherche multidimensionnelle utilisant différentes méthodes de recherche pour obtenir des informations de diverses parties prenantes est nécessaire pour saisir avec précision ces dynamiques.

Cette section explique la structure de l'évaluation, fournit des informations pratiques pour la conception et la conduite de la recherche, et présente les outils qualitatifs développés pour soutenir l'évaluation.

STRUCTURE DE L'ÉVALUATION

Le but de l'évaluation est de mieux comprendre l'état actuel de la WPPL et d'identifier les défis et les obstacles (croyances, comportements, acteurs) comme base pour des recommandations visant à élargir les opportunités et promouvoir la WPPL dans un pays particulier. Le rapport final, la présentation et la note d'information de deux pages seront utilisés par la Mission soutenant la recherche pour contribuer au bien public, en identifiant les domaines prioritaires où ses investissements diplomatiques et au titre des programmes sont susceptibles d'avoir le plus grand impact.

L'évaluation comporte trois parties, expliquées ci-dessous.

PARTIE I : ÉTAT DES LIEUX DE LA WPPL

La première partie de l'évaluation consiste à intégrer une équipe de recherche et à faire l'état des lieux de la WPPL dans le pays. À l'aide d'outils de recherche qualitative, l'équipe de recherche doit distiller les tendances liées aux quatre composantes de la matrice de la WPPL : l'accès à la participation, le pouvoir dans la participation, l'accès au leadership et le pouvoir dans le leadership.

Étape I : Recrutement de l'équipe de recherche. Une Mission peut commander la recherche directement ou utiliser un mécanisme central de la DRG. Au cas où la Mission ordonne directement la recherche, elle recrutera une équipe d'évaluation. Si vous utilisez un mécanisme central, le personnel du bureau de la DRG aidera dans le processus de passation de marchés et le recrutement, avec la contribution de la Mission. Chaque équipe d'évaluation sera dirigée par un expert de genre et en politique ayant une expérience pertinente dans le pays (si un expert local n'est pas disponible), assisté d'un ou deux autres experts de genre et en politique dans le pays, d'un logisticien et éventuellement d'un membre du personnel de la Mission. Si les ressources le permettent, l'équipe d'évaluation doit être soutenue par un conseiller en matière de genre et de politique pour soutenir le contrôle de la qualité de la conception, du travail sur le terrain et de l'analyse. Au moins un membre de l'équipe doit avoir une expérience de travail concrète dans des contextes de développement politique entre les partis politiques. Cette connaissance du contexte et les réseaux de contacts existants renforceront le processus de recherche et de rédaction de

recommandations.

Étape 2 : Effectuez un examen documentaire. L'évaluation de la WPPL commence par un examen documentaire approfondi des données existantes et de la recherche sur le pays en question pour éclairer le rapport de stratégie, la mise en œuvre de la recherche et l'utilisation des données (voir le manuel). En plus du matériel des donateurs et des universitaires, l'examen documentaire doit également inclure des textes juridiques et institutionnels pertinents tels que les élections et la violence à l'égard des femmes dans les lois politiques, les règlements des partis, etc. L'examen documentaire identifiera les tendances, les lacunes et les questions pour éclairer la conception de la recherche. L'examen documentaire n'est pas un livrable spécifique, mais éclaire le rapport de stratégie et sert d'analyse de l'économie politique (AEP) pour élaborer le rapport final.

Étape 3 : Élaborer un rapport de stratégie. L'équipe de recherche préparera un rapport de stratégie, en s'appuyant sur les questions clés identifiées dans l'examen documentaire, pour examen et commentaire de la Mission. Le rapport comprendra un aperçu de la méthodologie, ainsi qu'une analyse suivant une approche intersectionnelle telle que la géographie, le secteur, la classe, etc. Tout le personnel clé de la Mission et de l'ambassade se prononcera sur les domaines d'intérêt proposés pour la recherche au cours d'une réunion ou à travers des commentaires.

Étape 4 : Organiser [une séance d'information sur l'utilisation](#). Une fois le rapport de stratégie reçu, la Mission organisera une séance d'information pour examiner la conception des possibilités d'utilisation des résultats de la recherche et établir les priorités. Les facteurs qu'une Mission peut prendre en compte comprennent le calendrier des élections à venir ou d'autres fenêtres d'opportunité politiques, les cycles de conception des programmes ou l'intérêt de la communauté diplomatique.

PARTIE II : COLLECTE ET ANALYSE DES DONNÉES

La deuxième partie de l'évaluation consiste à relier les modèles de pays identifiés dans la première partie aux obstacles et aux possibilités pour promouvoir la WPPL.

Étape 1 : Conduire des EIC et des discussions de groupe. La manuel contient des conseils sur l'analyse des données pour aider l'équipe de recherche à interpréter les données recueillies à l'aide des deux méthodes de recherche.

Étape 2 : Analyser les données. Dans la première étape de l'analyse, l'équipe de recherche doit identifier les facteurs socioculturels, institutionnels et individuels qui déterminent l'exclusion et l'inclusion des femmes en tant qu'actrices politiques dans le pays. La fiche d'analyse des parties prenantes pour éliminer les obstacles et les opportunités. La deuxième étape de l'analyse consiste à confronter les facteurs identifiés dans la première étape avec certains défenseurs et opposants aux efforts visant à promouvoir la WPPL. Ces parties prenantes peuvent inclure des acteurs des institutions étatiques, des partis politiques, de la société civile et de la communauté internationale. Pendant l'analyse organisée par secteur, l'équipe de recherche doit résumer les obstacles et les opportunités et, dans chaque cas, de noter les acteurs spécifiques principalement responsables du maintien des obstacles ou de la création des opportunités d'action.

PARTIE III : UTILISATION DES DONNÉES

La troisième partie de l'évaluation consiste à rédiger le rapport final, à rassembler et à organiser les documents collectés et analysés dans la première et deuxième partie. Le manuel propose un modèle de rapport, décrivant les sections à inclure dans le rapport final et ce que chaque section doit contenir.

Étape 1 : Préparer les livrables finaux. À l'aide des modèles fournis dans le manuel, l'équipe de recherche préparera un rapport final décrivant les opportunités, les obstacles et les recommandations. En outre, l'équipe élaborera une présentation et une note d'information de deux pages à partir du rapport final. Ces documents seront rédigés en anglais et dans les langues locales pertinentes.

Étape 2 : Atelier sur l'utilisation. Les livrables de l'évaluation contribueront à un bien public, approfondissant les connaissances sur la WPPL que différentes parties prenantes peuvent utiliser pour collaborer et coordonner pour promouvoir la WPPL. La Mission utilisera les livrables finaux pour organiser un atelier d'utilisation afin d'examiner les recommandations, hiérarchiser celles qui sont réalisables et élaborer un plan d'action pour la diffusion et les réponses diplomatiques et les décisions concernant les programmes.

OUTILS D'ÉVALUATION

L'évaluation utilise trois outils de recherche : un examen documentaire, des EIC et des discussions de groupe. La mission utilisera les livrables finaux comme base d'un atelier d'utilisation pour examiner les recommandations, hiérarchiser celles qui sont réalisables et élaborer un plan d'action pour la diffusion et les réponses concernant les programmes.

Dans cette évaluation, l'examen documentaire utilisera les données quantitatives et qualitatives existantes pour faire un état des lieux détaillé du contexte de la dynamique de la WPPL dans un pays donné. Les deux autres outils développés en association avec ce cadre viseront à créer de nouvelles données. Les EIC et les discussions de groupe utiliseront des questions pour obtenir des informations individuelles et de groupe sur la dynamique de la WPPL. Ils sont différents en ce sens que les EIC visent à recueillir les points de vue de répondants individuels, en l'occurrence des informateurs clés ayant des connaissances spécialisées sur la WPPL dans le pays. En revanche, les discussions de groupe utilisent des discussions en petits groupes avec divers types de parties prenantes pour révéler des points de vue divers et des désaccords potentiels sur des questions clés.

Chacun des outils est examiné plus loin de façon plus détaillée avec des exemples de sujets et de questions décrits dans les directives sur l'examen documentaire, les EIC et les discussions de groupe dans le manuel. Il existe également des modèles que l'équipe d'évaluation adaptera en fonction des parties prenantes visées, en tirant parti de leurs domaines d'expertise particuliers. Le manuel contient également des conseils pour traduire les informations tirées de ces outils en réponses aux questions posées dans le cadre d'évaluation WPPL.

EXAMEN DOCUMENTAIRE

L'examen documentaire constitue le point de départ de l'évaluation. Beaucoup de temps et de ressources doivent être alloués pour s'assurer qu'il est aussi complet et précis que possible. Un examen documentaire approfondi aidera à éclairer l'évaluation de manière précieuse en aidant l'équipe à poser des questions pertinentes, à comprendre les données et à éviter de collecter des données qui existent. Les directives sur l'examen documentaire dans le manuel répertorient des ressources spécifiques pour localiser les données sur l'état actuel de la WPPL, les facteurs socioculturels et les facteurs institutionnels. Les questions auxquelles l'examen documentaire n'a pas pu apporter des réponses doivent être classées par ordre de priorité dans la collecte de données à l'aide des autres outils d'évaluation.

Dès que la Mission ordonne l'évaluation, le personnel doit commencer à compiler les données pertinentes à inclure dans l'examen documentaire. Pour s'assurer que l'examen documentaire est éclairé par les travaux antérieurs de la Mission soutenant la recherche, l'équipe doit demander des documents de base à la Mission et à d'autres donateurs et partenaires opérant dans le pays. Par exemple, l'équipe doit inclure

des documents de l'USAID sur la WPPL, y compris des évaluations du bureau de la DRG, des analyses d'économie politique, des évaluations des conflits et des évaluations des élections. L'équipe doit également examiner la stratégie nationale de développement et de coopération de l'USAID et le portefeuille de programmes dans le pays pour comprendre les programmes passés, actuels et futurs liés à la WPPL. Elle doit rechercher tout matériel d'évaluation susceptible de donner un aperçu des réalisations et des défis identifiés par l'USAID et ses partenaires.

En outre, l'équipe doit également consulter un large éventail de sources primaires et secondaires locales et internationales. Ces sources peuvent inclure des recherches universitaires, de la littérature grise, des bases de données sur l'égalité de genre, des données électorales et gouvernementales, des sondages d'opinion publique, des rapports de la société civile et des évaluations rédigées par d'autres donateurs internationaux et partenaires de mise en œuvre sur l'égalité de genre, la démocratie, les élections, les partis politiques, les transitions politiques et les droits de l'homme. L'accent doit être mis sur la collecte d'informations sur le pays, y compris les données démographiques, les informations sur les institutions politiques et l'histoire pertinentes, la trajectoire démocratique, la législation nationale et les garanties constitutionnelles liées à la WPPL, les statuts des partis et les codes de conduite liés à la WPPL, et les conventions internationales et régionales sur l'égalité des sexes signées ou non signées par le pays.

Dans le cadre de l'examen documentaire, l'équipe d'évaluation élaborera une AEP, identifiant les processus, les institutions et les acteurs en vigueur, ainsi que la manière dont le pouvoir est réparti et contesté. L'AEP révélera ou posera des questions à aborder dans la recherche sur les postes, les intérêts et les incitations et les institutions qui favorisent ou font obstacle au changement. Les obstacles identifiés dans le cadre de l'AEP doivent être testés pendant les EIC et les discussions de groupe, puis liés aux opportunités et aux recommandations dans le rapport final.

ENTRETIENS AVEC DES INFORMATEURS CLÉS

Les EIC visent à échanger avec des personnes bien informées pour mieux comprendre les obstacles à la WPPL, puis à explorer les opportunités pour améliorer la WPPL. Le manuel contient sept directives pour mener les entretiens, avec des questions adaptées à l'expertise et aux idées des différentes parties prenantes. L'équipe d'évaluation doit examiner ces directives et proposer des adaptations au contexte local dans le rapport de stratégie pour examen et commentaires de la Mission.

La durée prévue des entretiens est de 45 à 60 minutes. Des entretiens plus longs sont suggérés pour les femmes politiques et les experts de la WPPL, y compris les femmes de la société civile. Cependant, en cas de retards ou de contraintes de temps imposées par les personnes interrogées, les modèles d'entretien incluent également des exemples de questions prioritaires indiquées en gras, au cas où l'équipe de recherche doit limiter le nombre de questions posées. L'équipe de recherche doit collaborer étroitement avec le personnel de la Mission pour élaborer leurs listes de personnes à participer aux entretiens. La Mission doit faciliter le contact des personnes-ressources dans la mesure du possible, y compris en faisant des présentations et en fournissant des coordonnées.

En termes de questions spécifiques, le guide d'entretien avec les femmes politiques doit être utilisé pour des entretiens avec des femmes qui se sont présentées à des postes politiques (avec ou sans succès) ou qui ont été des leaders politiques. Pour utiliser efficacement le temps, l'équipe doit commencer par les femmes politiques qui ont été particulièrement actives dans la promotion de la WPPL, car elles sont susceptibles d'avoir le plus d'expertise et de connaissances au sujet des questions posées. Le guide d'entretien avec les hommes politiques doit être utilisé pour des entretiens avec des hommes qui se sont présentés à des fonctions politiques ou qui sont des membres d'un parti, qu'ils soient élus ou non élus. Pour utiliser efficacement le temps, l'équipe doit commencer par les membres hommes des principaux partis politiques, tels que ceux représentés dans ou avec les groupes parlementaires des partis au

Parlement et les principaux partis d'opposition (s'ils ne sont pas représentés au Parlement). L'échantillon doit idéalement inclure tous les hommes qui sont particulièrement actifs dans la promotion ou l'opposition à la WPPL, afin d'inclure et d'interpréter le plus large éventail de points de vue de ces parrains politiques.

Le guide d'entretien avec les leaders des partis doit être utilisé pour des entretiens avec des hommes et des femmes leaders de partis. L'équipe doit cibler les parties prenantes de tous les principaux partis politiques, en visant les principaux dirigeants ainsi que les membres des comités exécutifs nationaux des partis. Le guide d'entretien avec les agents électoraux doit être utilisé pour des entretiens avec des membres des organismes de gestion des élections (OGE) et des citoyens ordinaires servant d'agents électoraux. Il peut également servir de guide d'entretien avec les observateurs électoraux. L'équipe doit cibler les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de la politique électorale, ainsi qu'à celles essentiellement chargées des questions de genre et des élections, y compris par l'observation des élections.

Le guide d'entretien avec les experts en WPPL doit être utilisé pour des entretiens avec des experts en WPPL dans le pays. Ces experts comprennent notamment des universitaires, des responsables gouvernementaux, des journalistes ou d'autres experts des médias, ainsi que des représentants de groupes de femmes et d'autres OSC. Le guide d'entretien avec les donateurs et les partenaires de mise en œuvre doit être utilisé pour des entretiens avec les donateurs et les partenaires qui ont financé ou mis en œuvre des programmes de promotion de la WPPL dans le pays. Le guide d'entretien avec le personnel de l'USAID est destiné aux entretiens avec le personnel actuel (et éventuellement d'anciens employés) de la Mission et de l'ambassade.

DISCUSSIONS DE GROUPE

Les discussions de groupe ont pour but de savoir plus sur les obstacles à la WPPL et les opportunités associées grâce à des conversations facilitées entre de petits groupes de parties prenantes. Contrairement aux EIC, l'objectif des discussions de groupe est de faire participer les membres de la société civile, des partis politiques et des secteurs connexes. Le manuel contient sept modèles de discussions de groupe, avec des questions adaptées à l'expertise et aux idées des différentes parties prenantes. L'équipe d'évaluation doit examiner ces directives et proposer des adaptations au contexte local dans le rapport de stratégie pour examen et commentaires de la Mission.

La durée prévue du FGD est de 60 à 90 minutes. L'équipe de recherche doit envisager d'organiser plusieurs discussions de groupes pour les femmes de la société civile et les femmes des partis politiques dans diverses régions géographiques. Il faudra peut-être organiser un petit nombre de discussions de groupe (l'accès aux parties prenantes peut être très difficile) pour les femmes élues locales et les hommes issus de la société civile ou des partis politiques. Organiser des discussions avec des groupes composés uniquement des hommes est essentiel pour explorer leurs idées sur le genre, les attentes sociales et les attitudes personnelles qui influencent directement la capacité des femmes à accéder et à participer à la politique. L'intention de ces discussions n'est pas de les utiliser pour établir la vérité sur ce que disent les femmes. L'évaluation est conçue en partant du principe que nous croyons aux femmes. Cependant, comme les hommes sont tout aussi importants, sinon plus, lorsqu'il s'agit de briser les obstacles à la participation politique des femmes, il est essentiel d'acquérir une compréhension profonde et plus large de leurs points de vue et de leurs attitudes à l'égard des femmes ainsi que de la démocratie inclusive en matière de genre. Ces discussions, lorsqu'elles sont triangulées avec les conclusions des examens documentaires et les discussions avec les femmes, peuvent également éclairer le conflit entre ce que les hommes disent et ce qu'ils font réellement. Dans la mesure du possible, l'équipe doit essayer d'organiser plusieurs discussions de groupe avec de jeunes femmes et de jeunes hommes pour saisir les différences générationnelles potentielles avec les femmes et les hommes plus âgés.

Pour chaque catégorie de participant, l'équipe de recherche doit recruter six à huit participants par discussion de groupe. Un plus petit nombre de participants pourrait rendre les discussions de groupe moins productives, tandis qu'un plus grand nombre de participants pourrait ne pas permettre à tous les membres du groupe de prendre la parole. Dans les deux cas, l'équipe de recherche doit veiller à éviter qu'une ou deux personnes dominent la conversation, en trouvant activement des moyens pour faire participer les membres plus calmes dans la conversation de groupe. Pour encourager la discussion, le modérateur doit partager un ensemble de règles de base avant de poser la première question. L'équipe de recherche doit séparer les participants en groupes de femmes et des hommes, mais viser à diversifier les participants en termes d'âge, d'ancienneté et de contexte démographique. Les organisateurs doivent également diviser les groupes par affiliation politique, les femmes d'un même parti participant au même groupe discussion. Ces discussions de groupe peuvent être enregistrées afin de prendre des notes précises. Toutefois, le modérateur doit obtenir le consentement de tous les participants avant de commencer l'enregistrement. Quoi qu'il en soit, l'assistant doit prendre des notes écrites faisant la synthèse des thèmes principaux.

CONSIDÉRATIONS PRATIQUES

RECRUTEMENT D'UNE ÉQUIPE DE RECHERCHE

La mise en place d'une équipe de recherche compétente est essentielle au succès de l'évaluation de la WPPL. Bien que l'équilibre exact des compétences entre les membres de l'équipe puisse varier, la Mission soutenant la recherche doit recruter une équipe de recherche dotée de connaissances thématiques et locales. L'expertise en matière de genre et de politique et la connaissance de la dynamique politique du pays sont essentielles pour s'assurer que la collecte et l'analyse des données sont bien éclairées et permettent de tirer des conclusions précises. Si les ressources le permettent, un conseiller en matière de genre et de politique doté de connaissances et d'expertise globales doit également être recruté pour assurer le contrôle de la qualité et l'alignement sur le cadre globale de la DRG. Dans la plupart des cas, pour recruter l'équipe optimale, il faut publier l'annonce des postes à doter tant au niveau local qu'international pour attirer le plus grand nombre de candidats, bien que cela ne soit pas toujours pratique en raison de contraintes de temps.

L'équipe de recherche doit inclure un responsable, un ou deux membres supplémentaires et un logisticien. Le chef d'équipe doit avoir une expertise approfondie en matière de genre et de politique, être familier avec l'utilisation de méthodes qualitatives et avoir de solides compétences en analyse et en rédaction en anglais pour présenter clairement les obstacles et formuler des recommandations pour faire face à ces obstacles. Les membres de l'équipe doivent apporter leur expertise en matière de genre et de politique dans le pays concerné et avoir une expérience préalable de l'utilisation de méthodes de recherche quantitatives ou qualitatives. Au moins un membre de l'équipe doit avoir de l'expérience dans l'organisation des groupes de discussion. Le logisticien doit avoir une compréhension approfondie de ce qui est nécessaire pour organiser et mener des recherches dans le pays, y compris la prise des rendez-vous et l'organisation du transport. Pour ces raisons, il/elle doit être recruté(e) au niveau national et parler couramment une ou plusieurs langues locales.

Dans la plupart des cas, ces membres de l'équipe doivent être recrutés au niveau national et parler couramment une ou plusieurs langues locales. Cependant, dans certains cas, il est conseillé de recruter des experts internationaux pour compléter l'équipe. Cela est particulièrement pertinent lorsque l'expertise transversale est limitée dans le contexte du pays ou que l'équipe locale est moins familière avec les cadres de l'USAID.

Le manuel contient des conseils plus détaillés sur le recrutement des équipes de recherche, y compris des

exemples d'attributions pour chaque catégorie de membres de l'équipe. Il présente également le rôle de la Mission qui ordonne la recherche, qui doit travailler en étroite collaboration avec l'équipe de recherche pour accéder aux principales parties prenantes, offrir des conseils et des commentaires sur la collecte et l'analyse des données, le cas échéant, et diriger les efforts de liaison avec les partenaires internationaux et locaux sur les sur d'éventuelles recommandations. À ces fins, la Mission qui ordonne la recherche doit envisager d'inclure un membre de son propre personnel dans l'équipe de recherche.

ORGANISATION DE LA RECHERCHE

Comme indiqué ci-dessus, les Missions peuvent ordonner directement la recherche ou engager un prestataire externe pour coordonner la recherche, en utilisant le mécanisme LER II. Dans le cas où un prestataire externe est engagé, la Mission doit établir les protocoles et flux de communication souhaités. Le prestataire peut coordonner le recrutement de l'équipe d'évaluation, la conception de la recherche et soutenir l'équipe d'évaluation sur le plan logistique pendant la recherche et l'analyse.

Une fois l'équipe de recherche recrutée, sa tâche la plus urgente est d'organiser une série de réunions pour planifier la stratégie de recherche. En plus de se familiariser les uns avec les autres, les membres de l'équipe doivent organiser un appel ou une réunion en personne avec le personnel de la Mission pour commencer à dresser une liste de personnes-ressources. Ils doivent décider qui sera principalement responsable de quelles tâches ; par exemple, la collecte des sources pour l'examen documentaire, la conduite des EIC et la gestion des groupes de discussion. Ils doivent déterminer si les outils doivent être révisés ou mis à jour en termes de portée ou de contenu. Ils doivent également élaborer un plan pour sauvegarder et accéder au matériel de recherche.

Dans le cadre de ces conversations, l'équipe de recherche doit discuter des meilleurs moyens de séquencer la collecte et l'analyse des données. Elle doit commencer par l'examen documentaire, qui placera le pays dans son contexte, facilitera la collecte de données et aidera à identifier les personnes-ressources potentielles pour la recherche. Pendant que l'examen documentaire est en cours, le logisticien doit commencer à contacter les parties prenantes potentielles et à ajouter des noms, des heures et des lieux à un calendrier principal disponible à tous les membres de l'équipe de recherche. À ce stade précoce, l'équipe pourrait envisager de donner la priorité aux entretiens avec des experts de la WPPL, des donateurs et des partenaires de mise en œuvre qui seront bien placés pour informer l'équipe sur la dynamique du pays et suggérer des noms et des coordonnées pour d'autres personnes susceptibles de participer.

Ensuite, l'équipe de recherche doit commencer à organiser les EIC et les discussions de groupes. Pour assurer une large participation, la Mission soutenant la recherche doit aider l'équipe à entrer en contact avec les principales parties prenantes. Dans certains cas, la Mission peut mettre l'équipe de recherche en contact avec un partenaire de mise en œuvre ayant des relations. Celui-ci, à son tour, introduira l'équipe de recherche directement aux dites relations. Dans d'autres, la Mission elle-même peut avoir les relations et être en mesure d'établir les contacts. L'équipe doit examiner le meilleur ordre de ces outils et analyser chaque ensemble de données individuellement, puis trianguler ces résultats avec les informations fournies par les autres sources.

Dans un souci d'efficacité, l'équipe de recherche doit envisager la meilleure répartition des tâches. Un membre de l'équipe peut être responsable d'un outil et les autres membres de l'équipe contribue, si nécessaire, à leur mise en œuvre. Tout au long de la phase de collecte des données, l'équipe de recherche doit se réunir régulièrement, que ce soit virtuellement ou en personne, pour discuter du progrès des travaux. En plus de la réunion avec la Mission au début de la recherche, l'équipe doit se réunir à nouveau avec le personnel de la Mission à mi-parcours et à la fin de la recherche lors de la rédaction du rapport final. Une fois rédigé, le rapport et les autres livrables finaux doivent être distribués aux membres de

l'équipe ainsi qu'à la Mission pour obtenir des commentaires avant qu'il ne soit finalisé.

Pour des conseils plus spécifiques, y compris le stockage des données et des documents, voir le manuel de la WPPL.

ACCÈS AUX PRINCIPALES PARTIES PRENANTES DE LA WPPL

Les outils d'évaluation de la WPPL nécessitent que l'équipe de recherche s'adresse à une multitude d'informateurs de recherche. Pour utiliser au mieux les ressources, l'équipe doit privilégier les acteurs dotés d'une certaine connaissance des questions relatives à la WPPL, découlant de leur travail en tant que politiciens, militants, membres de partis, responsables électoraux, universitaires, responsables de la mise en œuvre, donateurs, etc. Pour s'assurer que la recherche avec des sujets humains est menée de manière éthique, la section du manuel sur la WPPL intitulée « *Accès aux principales parties prenantes de la WPPL* » propose des procédures et un exemple de texte pour obtenir le consentement éclairé des participants potentiels.

Cette section offre également des conseils sur les types d'acteurs dans la WPPL qui doivent être contactés pour l'évaluation, avec différentes populations de recherche ciblées pour les EIC et les discussions de groupe. Dans chaque cas, l'équipe de recherche doit tirer parti des contacts de la mission, utiliser ses propres réseaux et appliquer des techniques de boule de neige selon lesquelles les parties prenantes qui ont accepté de participer suggèrent d'autres personnes qui pourraient être disposées à participer. Parmi chaque groupe de parties prenantes, l'équipe doit inclure à la fois des femmes et des hommes et viser la diversité parmi les répondants en termes de caractéristiques démographiques et d'affiliation à un parti. Le tableau 6 résume les catégories de parties prenantes qui devraient être approchées pour chaque outil de recherche.

Afin de formuler des recommandations pour changer les normes, les attitudes et les organisations politiques, l'équipe d'évaluation doit s'engager avec ceux qui détiennent actuellement le pouvoir dans l'écosystème. Pour défaire les normes de genre patriarcales qui sous-tendent les institutions politiques dans un écosystème politique, il est essentiel d'impliquer les hommes dans la recherche. Les hommes, en particulier les dirigeants, bénéficient et propagent des normes de genre nuisibles. L'équipe de recherche doit adopter un point de vue sceptique de ses réponses et identifier les opportunités de changement de comportement. Dans le même temps, compte tenu de la répartition du pouvoir entre les parties prenantes, les chercheurs doivent examiner les dits et les *non-dits* des répondants, en interprétant la mesure dans laquelle les réponses sont informées et précises.

Tableau 6 : Aperçu des outils et des parties prenantes

| OUTIL DE RECHERCHE | CATÉGORIES DE PARTIES PRENANTES |
|--------------------|--|
| EIC | <ul style="list-style-type: none"> Femmes politiques. Hommes politiques. Leaders de partis. Responsables électoraux. Experts de la WPPL (universitaires, responsables gouvernementaux actuels et anciens, journalistes et représentants de groupes de femmes et de jeunes de la société civile et de groupes d'observateurs électoraux). Donateurs et partenaires de mise en œuvre. Personnel de l'USAID et de l'ambassade. |
| FGD | <ul style="list-style-type: none"> Femmes dans la société civile (y compris séparément avec les jeunes). Femmes dans les partis politiques (y compris séparément avec les jeunes). Femmes élues locales. Les femmes employées dans les médias. Hommes dans la société civile (y compris séparément avec les jeunes). |

CHRONOLOGIE SOMMAIRE

L'évaluation de la WPPL prendra environ trois à quatre mois.⁷⁰ Le premier mois sera consacré à la réalisation de l'examen documentaire, y compris un aperçu des données d'enquête existantes sur la WPPL, et à la planification de la recherche. Le mois d'après sera consacré aux demandes et conduites des EIC et des discussions de groupe. Le troisième mois sera consacré à l'analyse et à la rédaction du rapport final, tandis que le dernier mois sera réservé pour faire une série d'examens par la mission et de révision par l'équipe de recherche. Veuillez noter que la demande et la planification des EIC et des discussions de groupe peuvent être les phases les plus longues et les plus difficiles de l'évaluation. À ce titre, les équipes de recherche doivent en tenir compte dans leur processus de planification.

| | MOIS | MISSION | PRESTATAIRE/ÉQUIPE D'ÉVALUATION |
|--------------------------------------|------|--|---|
| PARTIE I : ÉTAT DES LIEUX DE LA WPPL | 1 | Examine le cadre de la WPPL Ordonne l'évaluation de la WPPL et sélectionne le prestataire | Recrute et intègre l'équipe d'évaluation |
| | 2 | | Effectue l'examen documentaire et élabore un rapport de stratégie |

⁷⁰ Il s'agit de l'évaluation elle-même, à partir de la réunion de lancement jusqu'à la soumission du rapport préliminaire. Il faudra jusqu'à un mois au prestataire pour intégrer les membres de l'équipe d'évaluation et à la Mission pour rassembler le matériel.

| | | | |
|--|---|---|---|
| | 3 | Organise la réunion de lancement de la séance d'information sur l'utilisation | Réunion de lancement, Prépare la collecte de données |
| PARTIE II : COLLECTE ET ANALYSE DES DONNÉES | 4 | Participe à la présentation du compte rendu | Conduit les EIC et le FGD |
| PARTIE III : UTILISATION DES DONNÉES | 5 | Fait des commentaires sur le rapport | Analyse des données et livrables Développement et révision |
| | 6 | Finalisation de l'atelier d'utilisation et du plan d'action | |

ÉVALUATION PARTIE I : ÉTAT DES LIEUX DE LA WPPL

La première partie de l'évaluation consiste à faire l'état des lieux de la WPPL dans le pays. À l'aide des outils décrits dans la section précédente, l'équipe de recherche doit chercher à répondre aux questions ci-dessous, en mettant l'accent sur les tendances de la participation politique et du leadership politique des femmes ainsi que sur les dimensions d'accès et de pouvoir de la WPPL. Axées sur les grandes lignes d'enquête, ces questions n'apparaissent pas dans tous les outils, et les questions dans les outils ne sont pas nécessairement formulées exactement de la même manière.

SÉANCE D'INFORMATION SUR L'UTILISATION

Pendant que l'équipe d'évaluation effectue des recherches documentaires et élabore le rapport de stratégie, l'équipe de la mission doit préparer et organiser une séance d'information interne sur l'utilisation. La séance d'information vise à promouvoir un « état d'esprit d'utilisation », ce qui se traduit par une articulation claire de l'utilisation afin de parvenir à une compréhension commune du processus de promotion de l'utilisation.

Bien que certaines réflexions et orientations sur le séance d'information sur l'utilisation soient fournies ci-dessous, la structure et le contenu de celles-ci doivent varier en fonction du public. Ainsi, la question d'orientation pour les équipes doit être : **Qu'est-ce qui fonctionnera le mieux pour s'assurer que les résultats, les conclusions et les recommandations sont traduites en actions concrètes ?**

ÉTATS DES LIEUX DE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES

La participation politique implique un large éventail d'activités dans lesquelles les citoyens peuvent s'engager pour influencer la prise de décision politique ou résoudre des problèmes collectifs. Le Tableau 7 énumère les questions d'ordre général liées à la participation politique des femmes, illustrant comment les questions d'accès et de pouvoir sont liées. L'équipe d'évaluation doit examiner les questions les plus pertinentes pour le contexte du pays et affiner les questions prioritaires avec le personnel de la Mission lors de la réunion de lancement et dans le rapport de stratégie.

ACCÈS À LA WPPL

Les questions sur l'accès visent à évaluer l'accès des femmes à la participation politique, en mettant l'accent sur des indicateurs numériques liés aux femmes en tant qu'électrices, activistes, membres de partis et responsables électorales.

POUVOIR DANS LA WPPL

Les questions sur le pouvoir visent à évaluer la voix et l'action des femmes dans la participation politique, en mettant l'accent sur l'autonomisation politique des femmes en tant qu'électrices, activistes, membres de partis et responsables électorales.

Tableau 7 : États des lieux de la participation des femmes

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|---|---|
| Les femmes s'inscrivent-elles pour voter aux mêmes taux que les hommes ? Existe-t-il des différences entre les sous-groupes de femmes ? | Les femmes sont-elles en mesure d'exercer leur droit de vote, sans ingérence des membres de la famille ou d'autres acteurs ? Certains groupes de femmes sont-ils plus ciblés que d'autres ? |
| Quel est le taux de participation des hommes par rapport aux femmes ? Y a-t-il des régions du pays, ou certaines communautés, où la participation électorale des femmes est particulièrement élevée ou faible ? Les taux de participation varient-ils d'un groupe de femmes à l'autre ? | |
| Existe-t-il des organisations autonomes de femmes dans la société civile ? Dans quelle mesure les organisations de la société civile représentent-elles la diversité des femmes dans la population ? | S'il existe des organisations autonomes de femmes dans la société civile, quelle est leur force ? Sont-elles actives et efficaces pour faire entendre la voix des femmes ? |
| Les femmes participent-elles à d'autres activités politiques, comme la signature de pétitions ou la participation à des manifestations, au même rythme que les hommes ? Existe-t-il des différences entre les sous-groupes de femmes ? | Les femmes sont-elles capables de participer à des activités politiques, sans ingérence des membres de la famille ou d'autres acteurs ? Cela varie-t-il selon les différents sous-groupes de femmes ? |

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|--|--|
| La présence des femmes est-elle visible lors des manifestations ? Y a-t-il des manifestations ou des mouvements qui sont particulièrement dominés par les femmes ? Quelle est la nature de ces manifestations ou mouvements ? | Les femmes de la société civile ont-elles la possibilité d'éclairer la prise de décision du gouvernement ? S'il existe une administration publique pour les femmes (par exemple, un ministère de l'égalité des sexes), existe-t-il des canaux spécifiques pour communiquer avec l'agence et influencer son travail ? |
| Les femmes sont-elles actives dans les OSC qui ne militent pas spécifiquement pour les questions de genre ? Quels types d'organisations ? | |
| Existe-t-il des organisations officielles de femmes liées au gouvernement ou au parti au pouvoir dans les régimes à parti unique ? | S'il existe des organisations officielles de femmes, dans quelle mesure sont-elles fortes ? Est-ce qu'elles suivent simplement la ligne du parti ? Sont-elles actives et efficaces pour faire entendre la voix des femmes ? |
| Dans des contextes de conflit, les femmes citoyennes sont-elles impliquées d'une manière ou d'une autre dans le processus de paix ? Dans quelle mesure les femmes sont-elles représentées dans les processus et les institutions de transition ? | Dans des contextes de conflit, les femmes citoyennes ont-elles une voix ou une influence dans le processus de paix ou la transition politique ? |
| Quelle est le quota des femmes parmi les membres du parti ? Les femmes sont-elles plus présentes dans certains partis que dans d'autres ? | Comment et dans quelle mesure les femmes membres du parti contribuent-elles à l'élaboration des procédures et des politiques du parti ? |
| Le genre est-il abordé dans les statuts, les règlements ou les programmes des partis ? | Dans quelle mesure l'égalité des sexes est-elle au cœur de la politique et des objectifs politiques du parti ? Les partis mettent-ils en avant des images justes, équitables et positives des femmes politiques lors de l'élaboration des messages aux médias et de la sélection des porte-parole des partis ? |
| Les partis politiques ont-ils des sections féminines ? Si oui, quels partis politiques ? | Dans quelle mesure les sections féminines aident-elles à déterminer ou à contribuer à la sélection des candidats ? Comment et dans quelle mesure les sections des femmes contribuent-elles à l'élaboration des procédures et des politiques des partis ? |
| Les femmes servent-elles en nombre égal au sein de l'OGE ? Quel pourcentage des agents électoraux sont des femmes ? | Quels rôles jouent les femmes dans l'OGE ? Ont-elles voix au chapitre dans les politiques et les décisions de l'OGE ? Servent-elles en tant que présidentes ou superviseuses de bureaux de vote, de centres de vote ou de centres de dépouillement ? |
| L'OGE a-t-il une politique sur l'inclusion de genre ? | Si oui, en quoi consiste cette politique et est-elle efficace pour atteindre ses objectifs ? |

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|--|--|
| L'OGE dispose-t-il d'une unité ou d'une direction de l'égalité des sexes ? | Si oui, ce service dispose-t-il d'un budget et d'un personnel adéquats ? Quels pouvoirs formels et informels exerce-t-il ? |
| Quels sont les pourcentages de femmes observatrices d'élections et d'agents de partis ? Dans quelle mesure divers groupes de femmes sont-ils représentés en tant qu'observatrices électorales nationales ? | Les femmes siégeant en tant qu'observatrices électorales sont-elles en mesure d'observer tous les aspects du processus électoral ? Les méthodologies d'observation mettent-elles explicitement l'accent sur les obstacles à la participation et au leadership des femmes à toutes les phases du processus électoral ? L'analyse de la menace et de l'occurrence de la violence à l'égard des femmes en politique et dans la vie publique (sous ses formes en ligne et hors ligne) est-elle un élément clé des évaluations globales de l'intégrité électorale ? |

LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES

Le leadership politique fait référence aux activités auxquelles les femmes peuvent participer en tant que représentantes politiques élues et non élues.

Le Tableau 8 énumère les questions liées à la participation politique des femmes, illustrant comment les questions d'accès et de pouvoir sont liées.

ACCÈS À LA WPPL

Les questions sur l'accès visent à évaluer l'accès des femmes au leadership politique, mettant l'accent sur les indicateurs numériques liés aux femmes en tant que candidates, élues et nommées, et dirigeantes de partis et de la société civile.

POUVOIR DANS LA WPPL

Les questions sur le pouvoir visent à évaluer la voix et l'action des femmes dans le leadership politique, mettant l'accent sur l'autonomisation politique des femmes en tant que candidates, élues et nommées, et dirigeantes de partis et de la société civile.

Tableau 8 : États des lieux du leadership des femmes

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|---|---|
| <p>Quelle est le quota des femmes parmi les candidats politiques au niveau national ? Les candidates sont-elles placées dans des postes électifs ou des sièges qui peuvent être remportés au même degré que les hommes ? Existe-t-il des différences entre les partis en ce qui concerne la nomination des candidatures féminines ? Dans quelle mesure les femmes candidates sont-elles représentatives de leurs milieux démographiques ?</p> <p>Si les données sont disponibles : Quelle est le quota des femmes parmi les candidats au niveau sous-national ?</p> | <p>Les femmes sont-elles en mesure d'assumer les postes pour lesquels elles ont été élues ou nommées ? Est-ce la même chose pour tous les groupes de femmes ?</p> |
| <p>Quelle est le quota des femmes au parlement national ? Les femmes sont-elles représentées de manière égale dans les différents partis politiques ? Dans quelle mesure les femmes sont-elles représentatives de leurs milieux démographiques ?</p> <p>Si les données sont disponibles : quelle est le quota des femmes dans les administrations sous-nationales ?</p> | <p>Quelles missions de comité les femmes reçoivent-elles au Parlement ? Les femmes sont-elles surreprésentées dans certaines commissions et sous-représentées dans d'autres ? Si oui, lesquelles ? Ces affectations reflètent-elles les idées traditionnelles sur les rôles de genre, les femmes étant principalement affectées à des domaines « féminins » ? Les femmes et les hommes sont-ils également affectés à des commissions considérées comme prestigieuses ou importantes ?</p> |
| | <p>Le quota de femmes dans le leadership parlementaire ou les affectations en commission et le leadership en commission reflète-t-elle leur pourcentage au Parlement ? Où se trouvent les plus grandes lacunes ?</p> |
| | <p>Les femmes élues restent-elles en poste, ou sont-elles promptes à perdre leur poste ou à démissionner ? Est-ce la même chose pour tous les groupes de femmes ?</p> |
| <p>Y a-t-il un groupe de travail de femmes au parlement ?</p> | <p>Si oui, est-ce un groupe formel ou informel ? De quelles ressources bénéficie-t-il, le cas échéant ? Le groupe des femmes est-il perçu comme un acteur clé ou marginal au sein du parlement ? Les femmes de différents partis sont-elles équitablement engagées dans leur travail ?</p> |

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|---|---|
| Quelle est le quota des femmes dans le gouvernement national ? Dans quelle mesure les femmes ministres sont-elles représentatives de leurs milieux démographiques ? | Quels portefeuilles détiennent les femmes ministres ? Ces portefeuilles sont-ils considérés comme prestigieux et/ou importants ? Les femmes dans le gouvernement détiennent-elles en majorité des portefeuilles « féminins », comme les enfants, la culture ou l'éducation, ou sont-elles réparties équitablement entre les domaines politiques ? |
| | Les femmes dans le gouvernement restent-elles en poste, ou sont-elles promptes à perdre leur poste ou à démissionner ? Est-ce la même chose pour tous les groupes de femmes ? |
| Combien de femmes occupent des postes dans le pouvoir judiciaire du gouvernement ? Sont-ils des fonctions élues ou nommées ? Les femmes dans le leadership reflètent-elles la diversité des femmes dans la population ? | Quels postes de direction, le cas échéant, les femmes occupent-elles dans le pouvoir judiciaire ? Ces postes sont-ils considérés comme prestigieux ou puissants ? Les femmes occupant des postes de direction dans le système judiciaire restent-elles en poste, ou sont-elles promptes à perdre leur poste ou à démissionner ? Est-ce la même chose pour tous les groupes de femmes ? |
| Dans des contextes de conflit, les femmes sont-elles impliquées dans des rôles de leadership dans le processus de paix ou les institutions et processus de transition politique ? | Dans des contextes de conflit, les femmes dirigeantes ont-elles une voix ou une influence dans le processus de paix ou la transition politique ? Sont-elles en mesure d'influencer la façon dont les accords et les institutions qui en résultent sont sensibles au genre et transformateurs de genre ? |
| En plus de diriger des organisations de femmes dans la société civile, les femmes servent-elles en tant que dirigeantes des OSC qui ne militent pas spécifiquement pour les questions de genre ? Si oui, quels types d'organisations dirigent-elles ? | Les femmes dirigeantes de la société civile ont-elles eu un impact sur la politique et/ou les politiques publiques ? Quelle est la nature de cet impact ? |
| Les femmes occupent-elles des postes de direction dans les groupes d'observation des élections ? | Les femmes leaders au sein des groupes d'observateurs sont-elles en mesure d'influencer la portée et l'orientation des efforts de plaidoyer post-électoral pour s'assurer que les réformes prioritaires proposées par les groupes d'observateurs citoyens sont sensibles au genre et transformatrices ? |
| Les femmes sont-elles des leaders au sein de l'OGE ? | Les femmes siégeant dans l'OGE sont-elles en mesure d'influencer tous les aspects du processus électoral ? En particulier, sont-elles impliquées dans la protection des droits politiques des femmes à travers leur travail ? |

ÉVALUATION PARTIE II : ANALYSE DES OBSTACLES ET OPPORTUNITÉS

La deuxième partie de l'évaluation consiste à relier les modèles de pays identifiés dans la première partie aux obstacles et aux possibilités pour promouvoir la WPPL. Dans la première étape de l'analyse, l'équipe de recherche doit identifier les facteurs socioculturels, institutionnels et individuels qui déterminent l'exclusion et l'inclusion des femmes en tant qu'actrices politiques dans le pays. La deuxième étape de l'analyse consiste à confronter les facteurs identifiés dans la première étape avec certains défenseurs et opposants aux efforts visant à promouvoir la WPPL dans le pays. Ces parties prenantes peuvent inclure des acteurs des institutions étatiques, des partis politiques, de la société civile et de la communauté internationale.

La fiche d'analyse de la WPPL élimine les obstacles et les opportunités pour promouvoir la WPPL dans le pays. Lors de l'examen des questions énumérées ci-dessous, l'équipe doit examiner comment des facteurs socioculturels, institutionnels et individuels spécifiques façonnent les modèles découverts dans la partie I. Cette fiche de travail indique quels outils pourraient le mieux fournir ces réponses.

La fiche d'analyse des parties prenantes, organisée par secteur, permet à l'équipe de recherche de résumer les obstacles et les opportunités et, dans chaque cas, de noter les acteurs spécifiques principalement responsables du maintien des obstacles ou qui pourraient être sollicités pour créer des opportunités d'action.

Comme dans la première partie, l'équipe de recherche doit mettre l'accent sur les tendances de la participation politique et du leadership politique des femmes, ainsi que sur les dimensions d'accès et de pouvoir de la WPPL. Axées sur les grandes lignes d'enquête, les questions ci-dessous n'apparaissent pas dans tous les outils, et les questions dans les outils ne sont pas nécessairement formulées exactement de la même manière.

PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES

Le Tableau 9 propose un modèle pour analyser les facteurs de la participation politique des femmes, en mettant l'accent sur l'écosystème des facteurs socioculturels, institutionnels et individuels qui façonnent l'accès et le pouvoir des femmes.

ACCÈS À LA WPPL

Les questions sur l'accès visent à évaluer les obstacles et les possibilités d'accès des femmes à la participation politique en tant qu'électrices, militantes, membres de partis et responsables électorales.

POUVOIR DANS LA WPPL

Les questions sur le pouvoir visent à évaluer les obstacles et les opportunités pour faire entendre la voix et promouvoir les actions des femmes dans la participation politique en tant qu'électrices, militantes, membres de partis et responsables électorales.

Tableau 9 : Analyse des facteurs de la participation des femmes

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|---|--|
| FACTEURS SOCIOCULTURELS | |
| <ul style="list-style-type: none"> Le public soutient-il la participation politique des femmes en tant qu'électrices, militantes, membres de partis ou responsables électorales ? Les stéréotypes de genre dominants influencent-ils les opportunités des femmes de participer à ces rôles politiques ? Y a-t-il des acteurs qui cherchent activement à promouvoir les droits civiques et politiques des femmes ? Quel est l'impact et l'efficacité de leurs actions ? Comment justifient-ils l'inclusion des femmes en tant qu'électrices, activistes, membres de partis ou responsables électorales ? Existe-t-il des acteurs qui militent activement pour réprimer les droits civiques et politiques des femmes ? Quel est l'impact et l'efficacité de leurs actions ? Comment justifient-ils l'exclusion des femmes en tant qu'électrices, activistes, membres de partis ou responsables électorales ? | <ul style="list-style-type: none"> La violence basée sur le genre ou l'intimidation est-elle utilisée comme un moyen de dissuader la participation des femmes en tant qu'électrices, activistes, membres de partis ou responsables électorales pendant les élections ? Certains sous-groupes de femmes sont-ils plus ciblés que d'autres par la violence ? Cette violence est-elle principalement exercée en ligne, hors ligne ou les deux ? Qui sont les principaux auteurs de ces violences ? Dans quelle mesure cette violence est-elle acceptée ou normalisée par le grand public et les autres acteurs politiques, en particulier lorsqu'elle cible les femmes ? Y a-t-il des OSC ou des acteurs non étatiques qui cherchent activement à amplifier la voix et l'action politiques des femmes ? Quel est l'impact et l'efficacité de leurs actions ? Y a-t-il des OSC ou des acteurs non étatiques qui cherchent activement à opprimer la voix et l'action politiques des femmes ? Quel est l'impact et l'efficacité de leurs actions ? |
| FACTEURS INSTITUTIONNELS | |
| <ul style="list-style-type: none"> Le pays a-t-il signé des conventions internationales ou régionales contenant des dispositions sur la WPPL, axées sur la participation des femmes en tant qu'électrices, activistes, membres de partis ou responsables électorales ? La constitution ou le cadre électoral prévoit-il des dispositions claires sur les droits des femmes à voter et à s'organiser ? Interdit-elle clairement la discrimination fondée sur le genre ? Existe-t-il d'autres obstacles juridiques potentiels à l'exercice des droits politiques des femmes, par exemple, liés à l'âge du mariage, à la citoyenneté, à la propriété foncière, à la situation familiale, au divorce ou à la tutelle ? Les politiques de l'État contribuent-elles positivement ou négativement aux différences entre les sexes dans l'inscription des électeurs ? | <ul style="list-style-type: none"> Si le pays a signé des conventions internationales et régionales avec des dispositions sur WPPL, ces dispositions sont-elles appliquées ou mises en œuvre dans la législation nationale ? Existe-t-il une loi sur la violence à l'égard des femmes en politique, ou tout autre instrument juridique (lois électorales, lois sur les partis, plans d'action pour les femmes, la paix et la sécurité, entre autres possibilités), qui traite de la violence à l'égard des femmes en tant qu'électrices, activistes ou responsables électorales ? Si oui, l'État a-t-il la capacité et la volonté politique de surveiller et de réagir aux incidents ? Les incidents de violence à l'égard des femmes en politique sont-ils intégrés dans les efforts d'alerte et d'intervention rapide des OSC locales ou régionales ? S'il existe des organisations officielles de femmes liées au gouvernement ou au parti au pouvoir, ces |

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|---|---|
| <p>Ces politiques affectent-elles certains sous-groupes de femmes plus que d'autres ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Les bureaux de vote sont-ils sûrs et accessibles aux femmes ? Les politiques étatiques cherchent-elles à encourager la participation électorale des femmes de quelque manière que ce soit (par exemple, en créant des bureaux de vote réservés aux femmes ou en embauchant du personnel électoral féminin) ? Comment ces facteurs varient-ils pour différents groupes de femmes ? | <p>organisations reçoivent-elles un soutien de l'État ou du parti (par exemple, en termes de financement) ? Existe-t-il des règles garantissant leur représentation dans les organes de l'État ou des partis ? Quels canaux, le cas échéant, existent-ils aux femmes pour influencer les politiques gouvernementales ?</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> Les politiques étatiques contribuent-elles aux différences entre les sexes dans la participation politique en dehors du vote (par exemple, en signant des pétitions, en adhérant à des partis politiques ou en assistant à des manifestations) ? Ces politiques affectent-elles certains sous-groupes de femmes plus que d'autres ? Les réunions du parti ont-elles lieu dans des endroits à la fois sûrs et formellement et informellement accessibles à tous les membres ? Des réunions sont-elles prévues à des heures qui n'interfèrent généralement pas avec les obligations familiales telles que la garde et la préparation des repas ? La garde d'enfants est-elle assurée ? Y a-t-il des facteurs du contexte politique qui entravent ou favorisent l'accès des femmes à la participation politique (par exemple, un conflit en cours ou la fermeture de l'espace civil et politique) ? Le pays traverse-t-il une période d'instabilité politique ou de transition politique ? | <ul style="list-style-type: none"> Si les partis politiques ont des sections féminines, les partis apportent-ils un soutien financier aux activités desdites sections ? Existe-t-il des règles garantissant la représentation de la section féminine au sein du comité exécutif du parti ? Quels canaux, le cas échéant, existent-ils aux femmes pour influencer les politiques du parti ? Les partis politiques offrent-ils des formations aux membres ou aux candidats sur les questions relatives aux femmes et à la sensibilité au genre ? Quels types de partis font la promotion des images négatives ou positives des femmes dans leurs messages médiatiques ? Existe-t-il des politiques ou des initiatives des partis pour lutter contre la violence à l'égard des femmes en politique ? Les partis ont-ils la capacité et la volonté politique de surveiller et de répondre aux incidents de violence à l'égard des femmes dans leurs rangs ? Les partis adhèrent-ils aux codes de conduite avec des dispositions sur la violence basée sur le genre à l'approche des élections ? Y a-t-il des facteurs du contexte politique qui entravent ou encouragent la voix ou l'action politique des femmes ? |
| FACTEURS INDIVIDUELS | |
| <ul style="list-style-type: none"> Les femmes ont-elles le même niveau d'intérêt politique que les hommes ? Les femmes cherchent-elles à participer à la vie politique, même si ce droit est refusé ou bloqué ? Les femmes ont-elles les mêmes ressources que les hommes pour participer à la politique en tant qu'électrices, militantes, membres du parti ou responsables électorales ? De quelles | <ul style="list-style-type: none"> S'il existe des organisations de femmes autonomes dans la société civile, qu'est-ce qui affecte leur capacité à faire entendre la voix des femmes ? Existe-il de acteurs qui offrent du financement aux OSC dirigées par des femmes ? Ce financement est-il équitable à celui offerts aux OSC dirigées par des hommes ? |

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|--|--|
| ressources manquent-ils, le cas échéant ? | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Existe-il de acteurs qui encouragent activement la participation des femmes en tant qu'électrices, activistes, membres de partis ou responsables électorales ? Comment contribuent-ils à la participation des femmes ? • Existe-il de acteurs qui cherchent à réprimer les efforts des femmes pour participer en tant qu'électrices, activistes, membres de partis ou responsables électoraux ? | <ul style="list-style-type: none"> • Si les femmes sont confrontées à la violence en tant qu'électrices, militantes, membres de partis ou responsables électorales, qui sont les auteurs de cette violence ? • Cette violence affecte-t-elle le comportement politique des femmes de quelque manière que ce soit ? • Les actes de violence contre les femmes en tant qu'électrices, militantes, membres de partis et responsables électorales exploitent-ils leur manque de ressources pour saper leur voix et leur pouvoir politiques ? • Existe-il de acteurs qui offrent une formation en sécurité sensible au genre, y compris une formation à la sécurité numérique, aux femmes en tant qu'électrices, activistes ou responsables électorales ? |

LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES

Le Tableau 10 propose un modèle pour analyser les facteurs du leadership politique des femmes, en mettant l'accent sur l'écosystème des facteurs socioculturels, institutionnels et individuels qui influencent l'accès et le pouvoir des femmes.

ACCÈS À LA WPPL

Les questions sur l'accès visent à évaluer les obstacles et les possibilités d'accès des femmes au leadership politique en tant que candidates, élues et nommées, et dirigeantes de la société civile.

POUVOIR DANS LA WPPL

Les questions sur le pouvoir visent à évaluer les obstacles et les opportunités pour faire entendre la voix et promouvoir les actions des femmes dans le leadership politique en tant que candidates, élues et nommées, et dirigeantes de la société civile.

Tableau 10 : Analyse des facteurs du leadership des femmes

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|---|--|
| FACTEURS SOCIOCULTURELS | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Les attitudes du public, telles que mesurées par les sondages d'opinion, sont-elles favorables aux femmes occupant des postes de direction politique ? Les stéréotypes de genre dominants ont-ils un impact sur les opportunités des femmes d'exercer des rôles de leadership politique ? • Les élites politiques perçoivent-elles que le public ne soutient pas les femmes occupant des postes de direction (par exemple, en raison de stéréotypes de genre) ? Ces tendances sont-elles similaires chez les hommes et les femmes politiques ? • Y a-t-il des OSC ou des acteurs non étatiques qui cherchent activement à faire progresser le leadership politique des femmes ? Dans quelle mesure sont-ils vocaux et efficaces ? Comment justifient-ils l'inclusion des femmes en tant que candidates, élues/nommées et dirigeantes de la société civile ? • Y a-t-il des OSC ou des acteurs non étatiques qui cherchent activement à réprimer le leadership politique des femmes ? Dans quelle mesure sont-ils vocaux et efficaces ? Comment justifient-ils l'exclusion des femmes en tant que candidates, élues et nommées, et dirigeantes de la société civile ? Les stéréotypes liés au genre courants ont-ils un impact sur les opportunités des femmes d'exercer des rôles de leadership politique ? • Les élites politiques sont-elles conscientes du fait que le public ne soutient pas les femmes occupant des postes de direction (par exemple, en raison de stéréotypes liés au genre) ? Ces tendances sont-elles similaires chez les hommes et les femmes politiques ? | <ul style="list-style-type: none"> • La violence ou l'intimidation est-elle utilisée comme un moyen pour empêcher les femmes d'exercer un pouvoir ou une influence en tant que dirigeantes politiques, qu'elles soient élues ou non élues ? Certains types de femmes sont-ils particulièrement ciblés par la violence politique ? • Cette violence est-elle principalement exercée en ligne, hors ligne ou les deux ? Qui sont les principaux auteurs de ces violences ? Dans quelle mesure cette violence est-elle acceptée ou normalisée par le grand public et les autres acteurs politiques, en particulier lorsqu'elle cible les femmes ? • Dans quelle mesure y a-t-il de la désinformation, des discours de haine, la perpétuation de stéréotypes négatifs ou de la violence contre les candidates, les élues/nommées et les leaders de la société civile dans les médias traditionnels et sur les plateformes de médias sociaux ? Dans quelle mesure les médias couvrent-ils les cas de violence à l'égard des femmes en politique ? Si oui, comment sont-elles généralement couvertes ? • Comment les médias décrivent-ils généralement les femmes et leur rôle dans la politique et le leadership ? Comment cela varie-t-il selon les différents groupes de femmes ? La couverture électorale décrit-elle généralement les femmes candidates avec équité ? Dans quelle mesure les médias couvrent-ils les cas de violence à l'égard des femmes leaders ? Si oui, comment sont-elles généralement couvertes ? |
| FACTEURS INSTITUTIONNELS | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Le pays a-t-il signé des conventions internationales ou régionales contenant des dispositions sur la WPPL axées sur le leadership politique des femmes en tant que candidates, élues et nommées ou dirigeantes de la société civile ? Quelles conventions précises ? | <ul style="list-style-type: none"> • Si le pays a signé des conventions internationales et régionales avec des dispositions sur la WPPL axées sur le leadership politique des femmes, ces dispositions sont-elles appliquées ou mises en œuvre dans la législation nationale ? |

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Quel type de système électoral est utilisé : majoritaire, proportionnel ou mixte ? Si le système est proportionnel, les listes sont-elles ouvertes ou fermées ? Comment le système électoral impacte-t-il les possibilités des femmes de se présenter et d'être élues en tant que candidates ? • Le cadre juridique électoral prévoit-il des dispositions claires sur les droits des femmes à être élues et à occuper des fonctions politiques ? Existe-t-il des quotas ou d'autres mesures d'action positive pour encourager la sélection de candidates ou l'élection de femmes à des postes politiques ? Si oui, ces politiques sont-elles intégrées dans la législation nationale ou les textes des partis ? Quelle est l'efficacité de ces mesures ? Dans les pays avec des systèmes électoraux à listes fermées, combien de femmes gagnent des quotas par rapport aux systèmes électoraux à listes ouvertes ? • Existe-t-il des quotas ou d'autres mesures d'action positive pour les femmes dans les pouvoirs judiciaires ou exécutives du gouvernement ? Si oui, quels sont les détails de ces politiques ? Quelle est l'efficacité de ces mesures pour promouvoir l'accès des femmes aux postes élus et nommés ? • Y a-t-il des dispositions de la loi électorale, de la loi sur les partis politiques ou d'autres lois et règlements liés aux élections qui désavantagent indirectement ou directement les femmes ou créent des obstacles à leur leadership ? Comment, le cas échéant, cela varie-t-il selon les différents groupes de femmes ? • Existe-t-il des politiques sur le temps d'antenne gratuit dans les médias gérés par l'État ? Dans quelle mesure ces politiques sont-elles appliquées équitablement entre les candidats et les candidates ? • Existe-t-il d'autres obstacles juridiques potentiels empêchant les femmes de devenir des leaders politiques (par exemple, obstacles liés à l'âge du mariage, à la citoyenneté, à la propriété foncière, à la situation familiale, au divorce ou à la tutelle) ? • Combien de partis participent aux élections ? Quelles sont les idéologies des partis dominants ou majeurs ? Comment les partis créent-ils ou | <ul style="list-style-type: none"> • Y a-t-il des facteurs du contexte politique qui entravent ou favorisent la voix et l'action des femmes dans le leadership politique (par exemple, conflit en cours ou la fermeture de l'espace civil et politique) ? Le pays traverse-t-il une période d'instabilité politique ou de transition politique ? Le fondamentalisme religieux est-il en hausse ? • Existe-t-il une loi sur la violence à l'égard des femmes en politique, ou tout autre instrument juridique (lois électorales, lois sur les partis, plans d'action pour les femmes, la paix et la sécurité, entre autres possibilités), qui traite de la violence à l'égard des femmes en tant que dirigeantes politiques ? L'État a-t-il la capacité et la volonté politique de surveiller et de répondre aux incidents de violence à l'égard des femmes occupant des postes de direction ? • Existe-t-il une politique de harcèlement sexuel dans les services exécutifs, législatifs ou judiciaires du gouvernement ? Les considérations liées au genre sont-elles intégrées dans les codes de conduite en vigueur ? Ces mesures sont-elles appliquées ? • Existe-t-il des politiques ou des initiatives des partis pour lutter contre la violence à l'égard des femmes en politique ? Par exemple, existe-t-il des mécanismes privés et sécurisés pour déposer des plaintes contre le harcèlement sexuel ou d'autres formes de violence basée sur le genre ? Les partis ont-ils la capacité et la volonté politique de surveiller et de répondre aux incidents de violence à l'égard des femmes dans leurs rangs ? • Existe-il de acteurs qui offrent une formation en sécurité sensible au genre, y compris une formation à la sécurité numérique, aux femmes en tant que candidates, élues ou dirigeantes de la société civile ? • S'il existe un groupe de femmes au Parlement, reçoit-il des ressources du Parlement (par exemple, financement, espace de bureau ou personnel d'appui) ? • Existe-t-il des pratiques ou des politiques formelles ou informelles au Parlement qui ont un impact négatif sur la capacité des femmes à servir (par exemple, les horaires, l'allocation des ressources, les temps de parole ou les règles de vote) ? |

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|---|---|
| <p>bloquent-ils les opportunités pour les femmes de devenir des leaders ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels critères formels et informels les élites du parti appliquent-elles lors de la sélection des candidats et des personnes nommées ? Dans quelle mesure ces critères sont-ils basés sur le genre ? • Des partis offrent-ils un soutien ciblé aux candidates (par exemple, formation ou ressources financières) ? Comment ce soutien se compare-t-il à celui fourni aux candidats masculins ? • Y a-t-il des partis qui encouragent les femmes dans la direction des partis ou qui ont des règles formelles pour assurer l'égalité des sexes dans la direction des partis ? Existe-t-il des possibilités de formation au leadership pour les femmes membres du parti ? | <ul style="list-style-type: none"> • Existe-t-il des règles parlementaires pour permettre aux femmes d'exercer pleinement leurs rôles (par exemple, le vote par procuration si un membre ne peut pas être physiquement présent, des dispositions pour le congé parental et la garde d'enfants ou l'autorisation d'amener des enfants au Parlement lors d'un débat ou d'un vote) ? • En ce qui concerne les attributions aux comités de femmes au Parlement, sur quelles bases formelles ou informelles ces postes sont-ils attribués ? • Quel type de formation, le cas échéant, les députés nouvellement élus (hommes et femmes) reçoivent-ils ? Les députés reçoivent-ils une formation sur l'analyse de genre, la budgétisation sensible au genre ou les questions d'équité entre les sexes ? |
| <ul style="list-style-type: none"> • Y a-t-il des acteurs qui encouragent ou découragent ouvertement le leadership politique des femmes dans les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires du gouvernement ? Dans quelle mesure leurs actions sont-elles puissantes et efficaces pour soutenir ou empêcher l'accès des femmes au leadership politique ? • Y a-t-il des facteurs du contexte politique qui entravent ou favorisent l'accès des femmes à la participation politique (par exemple, un conflit en cours ou la fermeture de l'espace civil et politique) ? Le pays traverse-t-il une période d'instabilité politique ou de transition politique ? Le fondamentalisme religieux est-il en hausse ? | <ul style="list-style-type: none"> • Si les partis mettent en avant l'égalité des sexes ou d'autres questions prioritaires pour les femmes dans leurs programmes ou programmes législatifs, quels rôles les femmes candidates et élues jouent-elles dans l'inscription des questions relatives aux femmes à l'ordre du jour ? |
| FACTEURS INDIVIDUELS | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Les femmes ont-elles des niveaux d'intérêt et d'ambition politiques similaires à ceux des hommes, tels que mesurés par les sondages d'opinion publique ? • Les femmes se considèrent-elles comme moins qualifiées pour occuper des fonctions politiques ? • Les femmes cherchent-elles à se présenter en tant que candidates, dirigeantes de partis politiques et dirigeantes de la société civile, même si d'autres tentent de bloquer ou de leur priver de ces droits ? | <ul style="list-style-type: none"> • Les femmes candidates sont-elles confrontées à la violence basée sur le genre ou à l'intimidation pendant la campagne ? Si les femmes leaders sont confrontées à la violence ou à l'intimidation, qui en sont les auteurs ? Certains groupes de femmes sont-ils plus vulnérables que d'autres ? • Les femmes sont-elles en mesure d'assumer les postes pour lesquels elles ont été élues ou nommées sans crainte ni menace de violence ? Les femmes élues et nommées deviennent-elles moins efficaces ou quittent-elles leurs fonctions en raison de la peur ou de la menace de |

| ACCÈS À LA WPPL | POUVOIR DANS LA WPPL |
|--|--|
| | violence ? |
| <ul style="list-style-type: none"> • Les partis politiques encouragent-ils vivement les femmes à se présenter aux élections ? Si oui, s'agit-il de politiques formelles ou informelles ? Des groupes spécifiques de femmes sont-ils plus ciblés que d'autres ? • Rencontrent-ils des stratégies informelles pour les décourager de se présenter ou de gagner, y compris le découragement de la famille, des chefs traditionnels ou des responsables du parti ? | <ul style="list-style-type: none"> • Les femmes leaders de la société civile réduisent-elles leur champ d'action politique, en raison de la peur ou de la menace de violence ? Certains groupes de femmes ou organisations sont-ils plus ciblés que d'autres ? |
| <ul style="list-style-type: none"> • Quelle est l'importance des réseaux politiques pour les opportunités de sélection des candidats ? Quels types d'individus sont dans ces réseaux ? Existe-t-il des réseaux de femmes élues et nommées, actuelles et anciennes ? Si oui, quelle est l'influence de ces réseaux ? • Les candidates ont-elles un accès égal au financement politique, public ou privé ? Existe-t-il des facteurs formels ou informels qui désavantagent les femmes dans la recherche et l'acquisition de financements privés de campagnes ? | <ul style="list-style-type: none"> • Quelles ressources sont disponibles pour les élus (par exemple, le personnel, la formation ou les chercheurs) ? Comment ces ressources sont-elles officiellement allouées ? La répartition entre les sexes est-elle équitable ? • Les femmes disposent-elles d'informations et de ressources adéquates (temps, argent, transport, accès à un conseiller juridique, etc.) pour porter les litiges et les plaintes électoraux devant les organes appropriés ? Reçoivent-elles une audience impartiale et une réparation par le biais des processus de règlement des différends électoraux ? • Les rapports et déclarations des observateurs électoraux mettent-ils particulièrement l'accent sur l'expérience des candidates, des dirigeantes de partis et des responsables électorales, y compris des cas de violence à l'égard des femmes en politique ? |

ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

Après avoir utilisé la fiche d'analyse de la WPPL pour fournir une analyse sommaire des obstacles et des opportunités pour promouvoir la WPPL dans le pays, l'équipe de recherche doit ensuite se tourner vers la fiche d'analyse des parties prenantes pour relier ces dynamiques à des défenseurs et des pourfendeurs spécifiques des efforts visant à promouvoir la WPPL. L'équipe doit remplir quatre fiche de travail, correspondant aux quatre cases de la matrice de la WPPL.

La fiche de travail identifie quatre catégories principales de parties prenantes : les acteurs étatiques, les partis politiques, la société civile et la communauté internationale. Secteur par secteur, l'équipe doit noter les acteurs précis dans chaque catégorie qui créent des obstacles et des opportunités pour la WPPL, notamment ceux responsables du maintien des obstacles ou de la création des opportunités d'action. Les réponses à ces questions doivent être tirées des données recueillies à l'aide des quatre outils d'évaluation, le cas échéant.

Les sections ci-dessous traitent de chaque ensemble de parties prenantes afin de fournir le contexte à l'équipe de recherche sur la manière dont les acteurs de chaque secteur pourraient être des pourfendeurs ou des agents de changement pour la WPPL. Les schémas d'opposition et de soutien peuvent ne pas être les mêmes dans tous les pays. L'équipe doit donc garder l'esprit ouvert lors de l'élaboration de cette analyse. En plus de cartographier les positions des parties prenantes sur la WPPL, l'équipe doit être attentive aux intérêts et aux ressources de ces acteurs pour examiner à la fois 1) comment leurs intérêts pourraient être alignés pour exploiter leur potentiel de changement et 2) comment l'opposition de certains acteurs pourrait être surmontée.

ACTEURS PUBLICS

Les acteurs étatiques comprennent les acteurs des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire du gouvernement, y compris ceux du secteur de la sécurité. Une littérature substantielle sur le genre et la politique explore le phénomène du « féminisme d'État », où les gouvernements et les bureaucrates adoptent des structures et des politiques pour promouvoir les droits des femmes.⁷¹ Dans certains contextes, ces initiatives émergent de partenariats entre les femmes de la société civile et les femmes dans l'État.⁷² Dans d'autres contextes, elles découlent de pressions internationales croissantes en faveur de l'intégration de la dimension de genre, soutenues par la mobilisation des groupes de femmes locaux.⁷³ Pourtant, dans d'autres cas, les dirigeants masculins autocratiques font avancer les réformes de l'égalité des sexes pour renforcer la réputation de leurs régimes.⁷⁴

Les parlements peuvent également prendre plusieurs mesures concrètes pour promouvoir la WPPL. Les travaux sur les « parlements sensibles au genre » plaident en faveur de la conceptualisation du parlement en tant que lieu de travail et de la réflexion sur la manière de créer un environnement de travail plus accueillant pour les femmes. De tels efforts peuvent impliquer la révision des horaires des séances parlementaires pour les rendre plus respectueuse de la vie familiale, l'introduction de politiques interdisant le harcèlement sexuel et même la construction d'installations plus inclusives pour les femmes (par

⁷¹ Stetson, D. M., & Mazur, A. (1995). *Comparative state feminism*. Thousand Oaks, CA: Sage.

⁷² Holli, A. M. (2008). Feminist triangles: A conceptual analysis. *Representation*, 44(2), 169–185.

⁷³ True, J., & Mintrom, M. (2001). Transnational networks and policy diffusion: The case of gender mainstreaming. *International studies quarterly*, 45(1), 27–57.

⁷⁴ Bjarnegård, E., & Zetterberg, P. (2022). How Autocrats Weaponize Women's Rights. *Journal of Democracy*, 33(2), 60–75; Bush, S. S., & Zetterberg, P. (2021). Gender quotas and international reputation. *American Journal of Political Science*, 65(2), 326–341

exemple, des toilettes pour femmes à proximité des salles plénières et des salles de réunion).⁷⁵ Des changements sensibles au genre ont été initiés par des organisations internationales partageant les meilleures pratiques, ainsi que par l'entrée d'un nombre croissant de femmes dans des espaces politiques auparavant dominés par les hommes.

Questions générales : Quels sont les points de vue des différents acteurs étatiques sur la question de l'amélioration de la WPPL ? Y a-t-il certains acteurs ou secteurs qui sont particulièrement favorables à la WPPL ? Y a-t-il des acteurs ou des secteurs particuliers qui sont particulièrement opposés à la promotion de la WPPL ? Quelles sont leurs motivations ? Quels types d'arguments utilisent-ils ?

PARTIS POLITIQUES

Dans de nombreux pays, les partis politiques sont les principaux gardiens de l'égalité des sexes en politique. En termes de participation politique des femmes, les partis politiques offrent aux citoyens ordinaires un contact direct avec les élections et le processus politique, en les recrutant en tant que membres et, en retour, ils sont mobilisés en tant qu'électeurs pour le parti. Les hommes ont tendance à dominer les postes de direction et à exercer un pouvoir formel et informel sur les structures et les procédures des partis. Les normes patriarcales influencent également les normes et les comportements des partis, marginalisant les femmes et les membres de diverses identités de genre. Les sections des femmes des partis peuvent être une épée à double tranchant. Bien que les sections des femmes puissent fournir une plate-forme permettant aux femmes d'influencer et de progresser au sein du parti, elles peuvent également servir de moyen de « ghettoïser » les femmes du parti, en les éloignant des principaux lieux de pouvoir au sein du parti.⁷⁶ Dans la plupart des pays, les partis sélectionnent également des candidats à des postes politiques. Par conséquent, le soutien du parti est souvent crucial pour que les femmes accèdent à des postes et avancent en tant que dirigeantes à tous les niveaux de la politique.⁷⁷

La taille et le nombre de partis politiques varient d'un pays à l'autre, créant différentes opportunités pour les défenseurs pour promouvoir la WPPL. Cependant, des études sur les femmes et la politique ont montré que les partis ont tendance à être plus réceptifs à de telles demandes lorsqu'ils croient que prendre des mesures sur cette question peut leur apporter des avantages électoraux. Les partis qui ont récemment perdu leur soutien ou qui cherchent à conserver le pouvoir ont tendance à être les plus réceptifs aux demandes d'augmentation de la WPPL. L'idéologie du parti peut également être un facteur. Les partis de la gauche du spectre politique ont tendance à être plus ouverts aux demandes d'égalité et d'action positive, tandis que les partis de droite ont tendance à s'accrocher à des vues plus traditionnelles des rôles de genre.⁷⁸ Les régimes à parti unique, quelle que soit leur idéologie, peuvent également faire face aux pressions de publics internationaux et nationaux pour légitimer leur pouvoir en mettant en valeur leur inclusion de différents secteurs de la société, y compris les femmes.⁷⁹

⁷⁵ Palmieri, S. (2011). *Gender-sensitive parliaments: a global review of good practice*. Genève : Union interparlementaire.

⁷⁶ Childs, S. L., & Kittilson, M. C. (2016). Feminizing political parties: Women's party member organizations within European parliamentary parties. *Party Politics*, 22(5), 598–608.

⁷⁷ Lovenduski, J., & Norris, P. (1993). *Gender and party politics*. Thousand Oaks: Sage.

⁷⁸ Kittilson, M. C. (2006). *Challenging parties, changing parliaments: Women and elected office in contemporary Western Europe*. Ohio State University Press; Lovenduski, J., & Norris, P. (1993). *Gender and party politics*. Thousand Oaks: Sage.

⁷⁹ Chenoweth, E., & Marks, Z. (2022). Revenge of the Patriarchs: Why Autocrats Fear Women. *Foreign Affairs* 101, 103.

Questions générales : Certains partis politiques sont-ils particulièrement francs sur le sujet de WPPL ? Pourquoi semblent-ils être particulièrement en faveur de la WPPL ? Les partis politiques se prononcent-ils contre les efforts de promotion de la WPPL ? Quelles sont leurs motivations ? Quels types d'arguments utilisent-ils ?

SOCIÉTÉ CIVILE

Le dynamisme de la société civile est un indicateur clé de la démocratie et haut lieu de l'activisme politique des femmes. La participation à des mouvements sociaux non-violents comme les syndicats, l'activisme environnemental ou la consolidation de la paix, par exemple, peut inspirer les femmes à créer leurs propres organisations, y compris celles sur les questions de genre. Ces groupes peuvent aider les femmes à exprimer leurs voix dans la vie publique, créant des pressions pour des réformes politiques et un changement de politique. L'activisme de tous types peut également servir de terrain d'entraînement politique pour les femmes leaders. Il leur permet de développer des compétences politiques utiles comme la prise de parole en public et en établissant des liens qui peuvent être importants pour une carrière politique réussie. Cependant, l'autoritarisme croissant dans le monde signifie également que l'engagement de la société civile peut ne pas être un canal viable pour la participation ou l'expression de la voix en raison de la fermeture de l'espace civique et politique.⁸⁰ Même dans des contextes plus démocratiques, tous les mouvements ne peuvent pas être transformateurs ou conscients du genre.

Les OSC et les groupes de défense des droits des femmes ont tendance à être au cœur des efforts visant à améliorer la WPPL, à la fois dans ses dimensions d'accès et de pouvoir. Leurs motivations pour se mobiliser sur cette question ont tendance à découler de leurs principes politiques, axés sur la promotion de l'égalité et des droits des femmes. Dans la plupart des contextes, elles sont chargées d'initier des débats sur la WPPL, de faire pression sur les partis pour qu'ils adoptent des réformes et de faire pression sur les parlements, les assemblées de transition et les gouvernements pour qu'ils instituent des quotas de genre et créent des institutions politiques plus sensibles au genre.⁸¹ Dans le même temps, cependant, d'autres groupes de la société civile peuvent également former l'opposition contre la WPPL, y compris les organisations fondamentalistes religieuses qui peuvent utiliser la violence comme stratégie pour éliminer les femmes de la sphère publique. Le secteur privé peut jouer les deux rôles, en soutenant ou en sapant l'avancement des femmes lorsqu'elles se mobilisent pour certains partis ou candidats en leur offrant leurs votes et soutien financier potentiel.

Questions générales : Dans quelle mesure les groupes de la société civile participent-ils aux débats sur la WPPL ? Comment ont-ils contribué à la promotion de la WPPL ? Y a-t-il des groupes spécifiques qui cherchent à faire reculer la WPPL ? Si oui, quelles sont leurs motivations ? Quels types d'arguments utilisent-ils ? Dans quelle mesure les mouvements démocratiques non violents sont-ils transformateurs/conscients du genre ? Quel rôle les femmes jouent-elles dans les grands mouvements sociaux ?

⁸⁰ Krook, M. L. (2009). *Quotas for women in politics*. New York: Oxford University Press; Lovenduski, J., & Norris, P. (1993). *Gender and party politics*. Thousand Oaks: Sage.

⁸¹ Krook, M. L. (2020). *Violence against women in politics*. New York: Oxford University Press.

COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Au cours des dernières décennies, les organisations internationales et les organismes donateurs sont devenus de plus en plus favorables aux efforts visant à promouvoir la WPPL, notamment en s'engageant à adopter une politique étrangère féministe. Grâce à des déclarations, des résolutions et des programmes dans le monde entier, la communauté internationale a établi une norme de « prise de décision équilibrée entre les sexes » qui a fourni un soutien crucial aux efforts locaux pour instituer des quotas et d'autres mesures visant à augmenter la WPPL.⁸² Dans des contextes de faibles ressources, le financement des acteurs internationaux a été essentiel pour mettre cette question à l'ordre du jour et assurer le soutien aux programmes sur le terrain pour soutenir les femmes en politique.⁸³

Questions générales : Quel rôle la communauté internationale a-t-elle joué dans les débats au niveau des pays sur la promotion de la WPPL ? Quelles formes de soutien, le cas échéant, ont-ils proposées pour promouvoir la WPPL ? Quelles sont leurs motivations ? Quels types d'arguments utilisent-ils ?

⁸² Krook, M. L., & True, J. (2012). Rethinking the life cycles of international norms: The United Nations and the global promotion of gender equality. *European journal of international relations*, 18(1), 103–127.

⁸³ Bush, S. S. (2011). International politics and the spread of quotas for women in legislatures. *International Organization*, 65(1), 103–137.

ÉVALUATION PARTIE III : UTILISATION DES DONNÉES

La troisième partie de l'évaluation commence lorsque l'équipe de recherche produit les livrables finaux (rapport de conclusions, présentation et deux pages) en anglais et dans les langues locales pertinentes et que la Mission organise un atelier sur l'utilisation pour examiner comment la recherche peut améliorer le bien public, y compris les efforts diplomatiques et la conception des programmes pour façonner les opportunités de collaboration et de coordination afin de promouvoir la WPPL. **LIVRABLES FINAUX**

Le rapport final est le principal livrable, avec une présentation, deux pages ou d'autres produits plus courts basés sur le rapport final. Le modèle du rapport propose des conseils sur chaque section :

- **Le sommaire** : cette section doit fournir un résumé succinct de la recherche menée par l'équipe d'évaluation avec des sous-sections sur le contexte national, l'état actuel de la WPPL, les obstacles et les opportunités pour promouvoir la WPPL et les recommandations d'actions. Elle ne doit pas dépasser une à trois pages.
- **Le contexte du pays** : cette section doit présenter un bref aperçu de l'écosystème de la WPPL du pays, en mettant l'accent sur les facteurs socioculturels, les facteurs institutionnels et les facteurs individuels. L'examen documentaire doit être la principale source de matériel, soit en suivant les catégories décrites dans les lignes directrices sur l'examen documentaire ou les questions de fond énumérées dans la deuxième partie. Cette section doit également être relativement courte, car la section sur les obstacles et les opportunités abordera ces facteurs plus en profondeur.
- **État actuel de WPPL** : cette section doit rendre compte de l'état actuel de la WPPL dans le pays, en répondant aux quatre questions de la matrice de la WPPL relatives à l'accès à la participation, au pouvoir dans la participation, à l'accès au leadership et au pouvoir dans le leadership. Chaque sous-section doit fournir des réponses aux questions posées dans la première partie. L'examen documentaire est susceptible d'être la principale source de matériel, mais les autres outils d'évaluation seront également nécessaires pour présenter une vue d'ensemble complète.
- **Obstacles et opportunités pour la WPPL** : cette section constitue le cœur de l'évaluation de la WPPL. Elle répond aux quatre questions de la matrice de la WPPL à savoir, l'accès à la participation, le pouvoir dans la participation, l'accès au leadership et le pouvoir dans le leadership. Elle doit mettre ensemble les réponses des deux étapes de la deuxième partie. L'équipe doit d'abord répondre aux questions de la partie sur les obstacles et les opportunités, puis passer à l'analyse des parties prenantes. À la fin de la lecture de cette section, le lecteur doit avoir une compréhension claire de la dynamique à l'œuvre dans le pays en ce qui concerne la WPPL, ainsi qu'une idée de ce que pourraient être des solutions potentielles pour améliorer la WPPL.
- **Recommandations d'actions** : cette section doit contenir des recommandations d'action découlant des analyses des sections précédentes et tenant compte des suggestions faites par les femmes elles-mêmes au cours de la recherche. L'équipe doit consulter le personnel de la Mission au sujet de ses préférences concernant la nature de ces recommandations, à la fois en termes de contenu et de spécificité. Ces recommandations doivent répondre aux quatre questions de la matrice de la WPPL et identifier à la fois les stratégies à suivre et les acteurs spécifiques qui pourraient les mettre en œuvre.
- **Annexes** : la dernière partie du rapport doit comprendre huit annexes, correspondant aux quatre outils d'évaluation : sources de l'examen documentaire, conclusions de l'examen documentaire, textes des entretiens avec des informateurs clés, conclusions des entretiens avec des informateurs clés, textes des discussions de groupe et conclusions des discussions de groupe. La transparence des sources et des analyses renforcera la fiabilité du rapport final et permettra aux futures équipes d'évaluation de s'appuyer sur les recherches et les résultats existants.

ATELIER SUR L'UTILISATION

Pendant que l'équipe d'évaluation mène la recherche, l'équipe de la Mission doit examiner le plan d'action d'utilisation et commencer à rédiger des objectifs et des calendriers provisoires en fonction de facteurs contextuels tels que les échéances politiques à venir et les calendriers internes de planification de la Mission.

Après réception du rapport d'évaluation et de la présentation finale par l'équipe d'évaluation, l'équipe de la Mission doit animer un atelier sur l'utilisation pour examiner les conclusions et le plan d'action provisoire, apporter des améliorations et déterminer les prochaines étapes de l'utilisation du plan d'action d'utilisation.